

LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS,

JOURNAL POLITIQUE

ET LITTÉRAIRE.

New-York.

VOL. III.

NEW-YORK, SAMEDI, 20 NOVEMBRE 1830.

NO. 77

FRANCE.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 13 septembre.

M. le baron Pasquier occupe le fauteuil. Il invite MM. les pairs à prendre leurs places.

La séance est ouverte.

M. le duc de Daudeauville prête serment, MM. le duc de Bellune, Dode et Puysegur envoient leur serment par écrit.

M. le prince de Talleyrand demande un congé.

M. le ministre de l'intérieur demande la parole pour une communication du gouvernement.

Messieurs, le Roi nous a ordonné de mettre sous vos yeux l'état actuel de la France et des actes du gouvernement depuis la glorieuse révolution qui a fondé son trône en sauvant notre pays.

De nombreux changements dans le personnel étaient la première nécessité du gouvernement ; par là il devait faire sentir en tous lieux sa présence, et proclamer lui-même son avènement. L'œuvre avance vers son terme. Le temps prononcera sur la mérite des choix, mais on peut dès aujourd'hui se former une juste idée de l'étendue et de la célérité du travail.

Ici l'orateur passe en revue les différentes branches de l'administration : il parle de réformes qui ont été faites à l'intérieur, aux finances et à l'instruction publique, à la justice et aux affaires étrangères.

Il mentionne des faits que tout le monde connaît. Quelques troubles, ajoute-t-il, ont éclaté sur différents points de la France. C'est le devoir du gouvernement de ne pas perdre de vue ces causes possibles de désordre et il n'y manquera point : déjà il est partout en mesure. Des troupes ont marché vers le midi, d'autres sont déjà cantonnées dans l'ouest, une surveillance active et inoffensive à la fois est partout exercée. Elle suffira pour prévenir un mal que rêvent à peine les esprits les plus aveugles.

Une autre sollicitude se fait sentir ; on craint que notre révolution ne rencontre dans une partie du clergé des sentiments qui ne soient pas en harmonie avec les sentiments du pays ; cette crainte n'est nullement fondée.

Le gouvernement compte sur le concours des bons citoyens pour porter remède à un mal d'une autre nature : le service des douanes a été un instant interrompu, il est rétabli, l'impôt direct est exactement payé ; l'impôt sur les boissons a occasionné quelques troubles : une loi sera bientôt présentée pour remédier à ses abus.

M. le ministre de l'intérieur termine en ces termes :

Quant au repos de la France, le gouvernement saura le maintenir, et il sait qu'en le maintenant, il fera prévaloir le vœu national. Déjà à la première apparence des troubles les bons citoyens se sont empressés au-devant de l'autorité pour l'aider à les réprimer, et le succès a été aussi facile que décisif, partout éclatant le même résultat ; les lois ne manquent pas à la justice, la force ne manquera pas aux lois, que les amis des progrès de la civilisation et de la liberté n'aient aucune crainte, leur cause ne sera pas compromise dans ces agitations passagères ; le perfectionnement social et moral est le résultat de nos institutions ; il se développera librement, et le gouvernement s'empresera de le seconder. Chaque jour des nouvelles amicales lui arrivent de toutes parts ; chaque jour l'Europe reconnaît et proclame qu'il est pour tous un gage de sécurité et de paix ; la paix est aussi son vœu ; au-dedans comme au-dehors, il est fermement résolu à conserver le même caractère, à s'acquiescer de la même mission.

Ce rapport sera imprimé et distribué.

L'ordre du jour est la discussion du projet de loi présenté par M. le comte Simon pour l'application du jury aux délits de la presse et aux délits politiques.

M. le président donne lecture de la loi.

Après quelques observations présentées par MM. Dubouchage, Simon et de Broglie, la discussion générale est fermée.

M. le Président lit l'art. 1er. La connaissance de tous les délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication énoncé en l'art. 1er de la loi du 17 mai 1819 est attribué aux cours d'assises.

M. de Broglie. Pour éviter toute erreur, il me semble qu'il y a nécessité de spécifier chaque délit ; il faut donc renvoyer le projet à la commission.

Le renvoi est ordonné.

On passe à l'art. 2. Sont exceptés les cas où les chambres trouveraient à propos d'user du droit qui leur appartient en force des art. 15 et 16 de la loi du 25 mars 1822, et celui où il ne s'agit que de diffamation ou d'injure, lequel continuera à être de la compétence des tribunaux de police correctionnelle ou de simple police, conformément à l'art. 11 de la loi du 26 mai 1819.

Cet article est renvoyé à la commission, ainsi que les articles 3, 4, 5 et 6.

Art. 3. La poursuite de ces délits aura lieu d'office et à la requête du ministère public, sous les modifications contenues dans les art. 2, 3, 4 et 5 de la loi du 26 mai 1819 ; il y sera procédé conformément aux dispositions de ladite loi.

4. En conséquence, les dispositions de l'art. 17 de la loi du 25 mars 1822 sont et demeurent abrogées.

5. La connaissance des délits politiques est pareillement attribuée aux cours d'assises.

6. Sont réputés délits politiques tous les délits prévus par les chapitres 1 et 2 du livre du code pénal et par l'article 9 de la loi du 25 mars 1822.

M. le Président. Quand la commission espère-t-elle avoir fini son travail ?

M. Decazes. Il est difficile de le savoir, car la commission aura besoin de s'entendre avec M. le ministre de l'instruction publique.

M. de Broglie. Je pense qu'il y a lieu d'ajouter seulement ces mots de plein droit.

M. le Président. En ce cas, la commission voudra bien faire savoir à M. le grand référendaire quand elle sera prête.

La séance est levée à 4 heures et demie.

Séance du 17 septembre.

L'ordre du jour est le rapport de la commission sur les articles du projet de loi présenté par M. le comte Simon pour l'application du jury aux délits de la presse et aux délits politiques.

MM. le vicomte Laisné, de Rastignac et l'abbé de Montesquiou, prêtent serment.

MM. de Boisgelin et de Laforêt, empêchés par leur santé de se rendre à la chambre, envoient leur serment par écrit.

M. le comte de Ste-Suzanne demande à succéder à la pairie de son père. M. le président tire au sort le nom des membres chargés d'examiner ses titres ; ce sont MM. le général Bouck, de Tracy, et de Dalmatie.

M. le comte Simon, rapporteur annonce que la commission, après avoir examiné les objections qui lui ont été soumises dans la dernière séance, a été d'avis de rédiger la proposition de la manière suivante :

Art. 1er. La connaissance de tous les délits commis, soit par la voie de la presse, soit par tous les autres moyens de publication énoncés en l'article 1er de la loi du 17 mai 1819, est attribuée aux cours d'assises.

Art. 2. Sont exceptés les cas prévus par l'art. 14 de la loi du 26 mai 1819.

Art. 3. Sont pareillement exceptés les cas où les chambres, cours et tribunaux jugeront à propos d'user des droits qui leur sont attribués par les articles 15 et 16 de la loi du 25 mars 1822.

Art. 4. La poursuite des délits mentionnés en l'art. 1er de la présente loi aura lieu d'office et à la requête du ministère public, en se conformant aux dispositions des lois des 26 mai et 9 juin 1819.

Art. 5. En conséquence, les art. 17 et 18 de la loi du 25 mars 1822 sont abrogés.

Art. 6. La connaissance des délits politiques est pareillement attribuée aux cours d'assises.

Art. 7. Sont réputés délits politiques : 1° tous les délits prévus par les chap. 1er et 2 du livre 3e du code pénal et par l'art. 9 de la loi du 25 mars 1822 ; 2° tous les délits commis à l'occasion d'assemblées, de discours, d'écrits, d'actes ou de faits politiques.

Art. 8. Les délits mentionnés dans la présente loi, qui ne seraient pas encore jugés, le seront suivant les formes qu'elle prescrit.

M. le président consulte la chambre pour savoir si elle entend passer immédiatement à la discussion de cette proposition ou si elle désire ordonner l'impression et la distribution du rapport. La chambre adopte ce dernier avis, et décide que la discussion s'ouvrira demain.

M. le baron Séguier dépose sur le bureau un amendement conçu : « Les affaires dont l'instance a été commencée avant la promulgation de la présente loi, même celles sur lesquelles il a déjà été rendu un jugement, lorsqu'il y a appel, seront jugées d'après la nouvelle loi. »

M. le duc Decazes. Cette proposition se trouve dans la loi.

M. Séguier. Ma rédaction est plus claire, elle laisse moins de doute.

M. le duc de Dalmatie, rapporteur de la commission chargée d'examiner les titres de M. le comte de Sainte-Suzanne, propose l'admission de ce dernier. M. le président, parmi les 12 pairs présentés par lui, choisit les 6 garans.

La séance est levée à trois heures et demie.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PRÉSIDENCE DE M. LAFFITTE.

Séance du 13 septembre.

A une heure un quart la séance est ouverte ; le rapport est lu et adopté.

M. d'Hautpoul demande un congé de quinze jours pour affaires de famille.

Le congé est accordé.

M. Lytte Tantanne, regardant son mandat comme insuffisant, donne sa démission de député. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

La chambre reçoit le serment de M. Chiffaud de la Rigaudière.

M. Cumin Gridaine. — Il y a trois semaines que vous avez chargé votre 5e bureau de faire un rapport sur les élections de la Haute-Saône. Ces élections ont été depuis reconnues régulières par la chambre ; une seule, celle de M. le duc de Rozan, reste à régulariser. Ce député n'a pas encore produit de titres, et votre commission ne peut statuer sur son élection. Je conçois que l'on donne sa démission, mais je ne sais comment interpréter le long silence de M. Rozan. Je propose à la chambre de renvoyer l'élection de M. Rozan à M. le ministre de l'intérieur, en considérant son silence comme une démission.

Le renvoi est adopté.

M. Boissy d'Anglas a la parole pour donner lecture de sa proposition. L'honorable membre la développera demain.

Le général Lamarque, rapporteur de la commission sur le projet de loi relatif au contingent de l'armée, conclut à son adoption en changeant la rédaction de l'art. 3.

Le rapport sera imprimé et distribué.

La loi sera discutée après demain.

M. Benjamin Constant a la parole pour développer sa proposition tendante à l'abolition des brevets d'imprimeurs et de libraires.

M. de Tracy appuie la prise en considération.

M. Eusèbe Salverte, inscrit en faveur de la proposition, renonce à la parole.

La proposition est prise en considération à l'unanimité.

M. le ministre de l'intérieur a la parole pour une communication ministérielle. (Voir la séance de la chambre des pairs.)

M. le président. La chambre ordonne l'impression du rapport, lequel sera déposé aux archives et la distribution en sera faite à tous les membres de la chambre.

M. de Sade. Le ministre fait voir dans quelles voies il veut marcher, par la communication aussi franche que détaillée qu'il vient de vous faire ; mais ce rapport ne peut rester sans résultat. Je propose en conséquence que dans une prochaine réunion des bureaux, il soit nommé une commission pour présenter une adresse au roi, en réponse au rapport que vous venez d'entendre.

M. le président. La proposition de M. de Sade est-elle appuyée ? (non ! non !)

La proposition n'a pas de suite.

L'ordre du jour est un rapport de pétitions.

L'ordre du jour appelle successivement à la tribune MM. Pérou et Daunant, rapporteurs de la commission des pétitions.

MM. Eusèbe Salverte, de Tracy, Pelet de la Lozère, Firmin Didot et Viennet, sont entendus à l'occasion de quelques-unes de ces pétitions.

M. le président. Demain la chambre n'aurait à s'occuper que du développement de la proposition de M. Boissy-d'Anglas et de divers rapports de lois d'intérêts locaux, le travail ne durerait tout au plus qu'une demi-heure ; je propose à la chambre de renvoyer la séance à mercredi ; elle aurait de plus à s'occuper de la loi sur le vote du contingent de l'armée. Cette proposition est adoptée.

La séance est levée.

Séance du 15 septembre.

A une heure un quart la séance est ouverte ; le procès verbal est lu et adopté.

L'ordre du jour appelle M. Bérigny à la tribune pour faire un rapport sur sept projets de loi ayant pour objet d'autoriser des départements et des villes à former des emprunts ou à s'imposer extraordinairement.

M. le rapporteur propose l'adoption de ces projets qui seront discutés vendredi prochain.

L'ordre du jour est la discussion du projet de loi relatif au vote annuel du contingent de l'armée.

M. le commissaire du roi a la parole et combat l'addition du mot provisoirement proposée par la commission. Il s'appuie sur les dangers de laisser du provisoire dans la loi.

M. Buzien du Lézard se plaint de ce que, au mépris de la loi fondamentale, qui porte, « La conscription est abolie, » le ministère demande à la chambre de voter la conscription, sous le titre de recrutement. Les Français, ajoute l'honorable membre, savent ce qu'ils doivent à leur patrie : la défendre contre ses ennemis quels qu'ils soient, y maintenir l'ordre, ajouter à la gloire une gloire nouvelle, est leur plus grand désir comme leur premier besoin, mais ils ne veulent pas de conscription.

Tout en proclamant que l'intérêt de la France, nos intérêts en Afrique exigent une nombreuse et soudaine levée de jeunes militaires, l'honorable député vote contre le projet de loi.

M. Paichans examine la position actuelle des officiers et des soldats de l'armée qu'il trouve déplorable.

Voyez nos officiers, dit-il, ils sont pleins de capacité, et, à l'âge de 36 et 40 ans, ils ne sont encore que simples sous-lieutenants, tandis qu'à 30 ans on est préfet, conseiller d'état, député.

Il vient d'y avoir de l'indiscipline dans plusieurs régiments de cavalerie, d'artillerie, et dans un seul d'infanterie ; ceci remonte à des causes plus graves encore que l'indiscipline cependant si grave des corps d'armée. Pourquoi la cavalerie a-t-elle montré plus d'indiscipline ? c'est parce que dans la cavalerie on avait donné préférence à un plus grand nombre de privilégiés.

Pourquoi l'infanterie a-t-elle été la moins indisciplinée ? c'est parce que cette brave infanterie, presque toute roturière, avait été moins en vahie par le privilège.

Et l'artillerie fournit une indication plus importante. C'est elle qui, eu égard au nombre des régiments, aurait été la plus en faute.

D'où viennent donc les désordres qui ont eu lieu ? Ils viennent, du moins en grande partie, de ce qu'il se trouve dans les rangs inférieurs une surabondance de capacités qui chaque jour augmentent et acquièrent des droits sans pouvoir s'élever à une position meilleure ; mais je dois rentrer dans l'objet de la discussion actuelle, et je vote pour le projet amendé par la commission.

M. Dupin aîné prétend que la conscription est nécessaire, de tel nom qu'on l'appelle. Il vote pour le projet.

M. Brenier appuie le projet et vote contre l'amendement de la commission.

M. le ministre de l'intérieur pense qu'il est impossible d'improviser une législation tout entière sur la matière. La chambre a le droit d'initiative ; elle peut toujours proposer en vertu de ce droit les changements qu'elle croira nécessaires.

M. Demarçay trouve que nous n'avons pas et que la France est remplie de séditions ; une foule de communes sont sans maire et sans adjoints. Les chefs-lieu d'arrondissement, de plus de 5000 âmes, sont dans l'anarchie. L'orateur demande que le mot provisoire soit maintenu dans la loi.

M. Sébasiani annonce qu'il ne suivra pas l'orateur auquel il succède dans ses divagations ; il dira seulement que le ministère sait qu'il se doit tout entier à la France, à la liberté, aux sentiments généreux, qui sont ceux du monarque que nous avons le bonheur de posséder.

La discussion générale est fermée. On va procéder à la discussion des articles.

Art. 1er. La force du contingent à appeler chaque année, conformément à la loi du 10 mars 1818, pour le recrutement des troupes de terre et de mer, sera déterminée par les chambres dans chaque session.

Cet article est mis aux voix et adopté.

2. L'article 5 de la loi du 10 mars 1818, et l'article 1er de celle du 9 juin 1824 sont abrogés.

Cet article est également adopté.

3. Sont maintenues toutes les dispositions de ces deux lois qui ne sont pas contraires à la présente loi.

A cet article M. Genin propose l'addition suivante :

« Néanmoins, les bases servant jusqu'à présent à la répartition du contingent devront être rectifiées en ce sens, qu'on déduira de la population de chaque canton les individus qui, quoique domiciliés, ne seraient pas Français. »

Cet amendement est rejeté.

M. Paichans demande la suppression de l'art. 3.

M. Pelet de la Lozère pense que la proposition de M. Paichans n'est pas praticable, et qu'il est plus nécessaire de laisser l'article tel qu'il a été proposé par la commission.

M. de Tracy reproche au gouvernement de n'avoir pas mis toute l'activité possible dans l'organisation nouvelle de l'armée. Il s'oppose formellement à un article qui serait la reconnaissance implicite de la conscription.

M. le ministre de l'intérieur n'a pas dit que l'organisation militaire fût

irrévocable. Il croit que les désordres qui ont eu lieu doivent être attribués à l'état de transition où l'on se trouve. Il croit que la mission du gouvernement et de la chambre est de calmer les esprits. La chambre remplit chaque jour cette tâche avec noblesse et dévouement. M. Guizot pense que dans ce moment il serait dangereux d'ébranler la législation tout entière.

M. Pailhans applaudit au discours du ministre, et ajoute quelques observations.

M. de Tracy s'oppose de nouveau à ce que le principe de la conscription soit irrévocablement reconnu.

On procède à l'appel nominal ; en voici le résultat :

Nombre des votants.....	237
Majorité absolue.....	118
Boules blanches.....	229
Boules noires.....	8

La chambre adopte.

La séance est levée, et remise à vendredi.

PARIS, 13 octobre.

Le baron Bulow a donné à Londres, au prince Talleyrand, un grand dîner où se sont trouvés le duc de Wellington, les ambassadeurs d'Autriche, de Russie, de Hollande, et divers autres ministres étrangers. Une liaison intime paraît s'être établie particulièrement entre le duc de Wellington et le prince Talleyrand qui, en toute occasion, se comblent de prévenances et de protestations d'estime et de confiance.

14 octobre.

On parle de l'entrée au ministère de M. Lainé, pair de France. Il résisterait, dit-on, aux instances qui lui sont faites, et dans tous les cas, il ne se déciderait qu'après le procès des ministres.

On dit qu'à l'avenir les pensions des gens de lettres seront votées par les chambres et assurées par une loi.

Les restes du grand peintre David vont être transportés en France : ils seront escortés d'abord par la garde nationale de Valenciennes, et successivement par les gardes nationales des villes que le convoi traversera. Les amis et les élèves de David, à Paris, prépareront sans doute à ses dépouilles mortelles une réception digne du génie de ce grand maître.

15 octobre.

Sur la proposition de M. le ministre de l'intérieur, le canal dit de *Monsieur* a repris le nom de canal du *Rhône au Rhin* ; le canal du duc d'Angoulême, celui du canal de la *Somme* : le canal du duc de Bordeaux, celui de la *Vesdre et de la Corréze* ; et le canal de *Marie-Thérèse*, le nom de canal de *Saint-Maur*. Le canal du duc de Berri, à qui les embranchements dont il se compose maintenant ne permettent plus de conserver la dénomination du canal du *Cher*, empruntera son nom à l'ancienne province qu'il traverse et s'appellera canal de *Berry*.

Le prince de Polignac a adressé à la chambre des députés la lettre suivante :

A MM. les membres de la commission.
Messieurs, je viens de lire dans quelques journaux une lettre qui paraît avoir été adressée à M. Béranger, par un homme détenu dans la maison d'arrêt de Toulouse pour un crime ou un délit dont on ne fait pas connaître la nature. Cet homme prétend avoir à faire des déclarations d'une haute importance sur les incendies qui ont désolé quelques-unes de nos provinces. Il se proclame coupable, il me signale personnellement comme l'instigateur des crimes qu'il avoue, et affirme qu'il est en son pouvoir d'appuyer sur des preuves positives cette affreuse révélation.

Dans une situation ordinaire, je laisserais à la raison publique le soin de faire justice de cette absurde et odieuse tentative ; mais placé sous le poids d'une accusation qui ouvre à tous les soupçons un accès trop facile, je ne puis dédaigner une attaque aussi directe et aussi personnelle, et mon devoir est de saisir toutes les occasions de faire éclater la vérité.

Les révélations faites à Toulouse, qui se rapportent à un infâme complot, doivent être éclaircies. Quel que soit l'homme qui les fait, quelle que soit la cause de son arrestation, quelque défiance qu'il inspire, ses offres ne peuvent être rejetées, et dans tous les cas on ne peut me contester, à moi, le droit de les accepter.

Je puis, sans doute, attendre avec calme le moment où il me sera permis d'examiner en présence de mes pairs et aux yeux de la France les actes de ma vie politique ; mais je ne puis être condamné à subir en silence cette publicité et formelle imputation du crime le plus lâche et le plus odieux.

Je demande que le prisonnier de Toulouse soit transféré immédiatement à Paris, qu'il soit interrogé et mis en ma présence ; c'est un acte de justice qui ne saurait m'être refusé.

Il n'est un autre que mes collègues et moi nous nous croyons en droit de réclamer, c'est qu'il soit fait une enquête sérieuse au sujet des incendies qui ont désolé la Normandie, que les nombreuses autorités chargées par nous d'en découvrir et poursuivre les auteurs, fauteurs ou complices soient entendues, que notre correspondance soit interrogée et mise au grand jour ; et nous affirmons, comme nous l'avons déjà fait, que la fausseté des allégations comme des insinuations hasardées contre nous deviendra manifeste même pour les esprits les plus prévenus.

Agéez, etc., etc.

— *Procès des ministres* — Les débats publics du procès des ministres s'ouvriront le 15 novembre. On n'est point encore fixé sur les formes de la procédure, cependant les principes suivis paraissent devoir servir de base. La chambre des pairs sera constituée en jury. Chacun des membres aura le droit de dresser des questions aux accusés. Toute latitude sera donnée à la défense ; elle portera, dit-on, principalement sur ces deux points : 1° les ordonnances du mois de juillet n'étaient que l'application légale de l'article 14 de la charte, puisque cet article a depuis été supprimé comme incompatible avec la constitution ; 2° ce ne sont pas les troupes qui ont attaqué les citoyens, mais les citoyens qui ont commencé le feu. Des témoins seront produits sur ce point.

C'est sur ces deux moyens principaux de défense que repose la vie des quatre prévenus. Il ne nous a partiellement pas des apprécier aujourd'hui. Les commissaires de la chambre des députés soutiendront l'accusation. Après le résumé des débats, la cour des pairs s'assemblera secrètement pour la délibération du jugement. On croit que plusieurs séances seront occupées par des débats secrets où chaque pair pourra motiver son opinion.

De plus, une série de questions devra être posée pour chaque accusé et chacune d'elles donnera lieu à des appels nominaux. Le résultat de la délibération sera rendu public, et les formes de cette délibération seront celles qui sont suivies dans les cours d'assises.

Le jugement de la cour des pairs est sans appel. La condamnation à mort est exécutoire dans les vingt-quatre heures, seul délai du recours en grâce.

— On nous écrit de Sens :

Il y a eu une révolte samedi dernier pour les grains à Auxerre. Le peuple a désarmé un poste de garde nationale, et après avoir fixé le prix du blé à quatre francs la mesure, il s'en est emparé et l'a payé à ce taux. On a battu la générale et sonné le tocsin. Toutes les boutiques ont été fermées. Le général Dubois, qui commande le département, a arrêté le mouvement par sa fermeté. Hier on a convoqué la garde nationale de notre ville, à l'effet de faire partir 100 hommes de bonne volonté. Tous sont offerts ; mais le maire n'a permis qu'à 100 fantassins et à 16 cavaliers de se mettre en marche. Ils sont partis ce matin.

— Des lettres de Barcelone annoncent que le général Bourmont a débarqué dans ce port, et que le lendemain il devait partir pour Madrid. On l'y attend d'un moment à l'autre.

16 octobre.

Le général Lamarque est parti pour la Vendée.

— On nous communique l'extrait suivant d'une lettre particulière d'Alger, 27 septembre :

« Le croirez-vous, nous avons 1000 Arabes armés, faisant le service aux avant-postes et ne demandant que d'en venir aux mains avec nos ennemis. Nous aurions 30,000 Arabes si nous les voulions, et avec eux nous traverserions l'Afrique en tous sens. »

« Toutes les tribus s'empressent d'envoyer leur soumission au général Clausel et d'approvisionner nos marchés. Un bœuf s'y vend 20 francs et pour 30 sous on a un mouton. »

« Le général Clausel a proposé au ministre de la guerre de renvoyer 12,000 hommes en France parce qu'on ne peut les utiliser. »

« Il y a loin de ce que nous sommes aujourd'hui à ce que nous étions il y a 25 jours. Il n'y a plus un vaisseau en rade et on se serait cru perdu avant l'arrivée du général Clausel si l'on avait parlé du départ de l'escadre. Aujourd'hui on ne s'en aperçoit pas. »

« Le général en chef a, dit-on, de grands projets de colonisation. Il s'agit de concéder les terres à une compagnie qui réunisse cent cinquante millions. Il s'en présente. »

« Vingt mille paysans qui sortent tous les ans de la Suisse, de Bade, du Wurtemberg, des pays du Rhin et de la Hollande, viendraient plutôt ici qu'en Amérique. Ici ils seraient propriétaires en arrivant et ne paieraient de redevances pour les terres concédées que la quatrième année après leur arrivée. En Amérique ils sont engagés pour trois ans, et ce n'est qu'après ce délai qu'ils travaillent pour leur compte. Les terres sont beaucoup plus fertiles dans les environs d'Alger qu'en Amérique. On les dit meilleures encore dans les environs de Bone et d'Oran. »

« On peut cultiver ici avec succès le coton, l'indigo, la canne à sucre si on le veut et même le café en certains endroits. Le chanvre est de toute beauté, et le climat quoique chaud est très sain. »

17 octobre.

Une ordonnance de police fixe à 16 sous et demi le prix du pain de quatre livres, pendant la seconde quinzaine d'octobre à Paris.

— Le ministre des affaires étrangères a notifié aux consuls généraux du Mexique, de la Colombie, de la Plata et du Chili, en France, la résolution qu'a prise sa majesté de reconnaître en principe l'indépendance de ces différents états, et la disposition où elle est de conclure avec eux des traités d'amitié, de commerce et de navigation. Des ordres vont être donnés pour que des notifications semblables soient faites aux gouvernements du Pérou et de Montévidéo par les consuls français établis près d'eux, et aux gouvernements de Guatemala et de Bolivie, près lesquels la France n'entretient pas encore de consul, par des officiers de la marine royale.

18 octobre.

Galotti, détenu à Partellaria, vient d'être réclamé par le gouvernement français.

— M. de Talleyrand a signalé de Londres des envois d'armes destinés pour la Bretagne.

— M. le baron Athalin est arrivé à Paris le 17, à dix heures du soir, venant de St.-Petersbourg.

— Le colonel Valdez est le même qui, à la tête de soixante patriotes, surprit, en 1824, la forteresse de Tarifa, gardée par un bataillon et par un détachement de cavalerie, et s'y maintint pendant vingt-trois jours contre quatre mille Français et Espagnols secondés par trois bâtiments de guerre. Il n'abandonna la place qu'après que la brèche fut faite ; et après avoir repoussé plusieurs assauts il se retira en Afrique avec ceux de ses compagnons qui n'avaient point succombé, lesquels se trouvent encore aujourd'hui auprès de lui.

— Un emprunt de six millions de piastres a été fait par l'agent général de la junte libératrice de l'Espagne, créée à Londres, et en vertu des pouvoirs envoyés par les différents chefs qui sont intéressés dans l'expédition des constitutionnels. On fera connaître au public les conditions de l'emprunt, au moment où se fera l'émission des obligations. Le produit du dit emprunt sera distribué entre les chefs de l'armée. Une junte sera formée par M. Pinto, à Bayonne, ou sur un autre point de la frontière, ou en Espagne même, pour régler l'emploi des fonds.

Une forte somme a été envoyée à Bayonne pour être partagée entre MM. Valdez, Mina, Vigo, Depablo, Jauregui, Cayuela, etc., qui doivent entrer en Espagne par divers points de la frontière.

— Le duc de Brunswick n'ose plus se montrer au spectacle à Londres : il est sifflé et hué partout où on le reconnaît.

— Un voyageur arrivant du Midi nous assure que dans ce pays on peut très-bien faire chez soi, en prenant toutes ses précautions, l'éloge de la révolution de 1830, et qu'un patriote courageux qui se déciderait à braver l'autorité de M. le maire, des adjoints, du commissaire de police et des valets de ville, pourrait peut-être crier publiquement, sans trop de danger, vive la Charte et le roi Louis-Philippe I^{er}.

(Temps.)

— Bourges a été le théâtre de graves désordres ; deux mille vignerons rassemblés tumultueusement par l'esprit de résistance qu'excite l'impôt que M. Louis trouve irremplaçable, sont entrés dans la ville, et de vive force, se sont emparés de la mairie. Ce mouvement a été assez rapide et assez imprévu pour que la gendarmerie départementale n'ait pu parvenir d'abord à le réprimer ; mais la garde nationale, appelée aux armes par un des officiers, homme de tête et de résolution, le sieur Sergent, a dissipé les rassemblements, et s'est rendue maîtresse de la mairie dont elle a chassé les mutins. Cette lutte a malheureusement fait quelques victimes. Le sieur Sergent est l'une d'elles, la blessure de ce brave garde nationale est sans danger : le roi a accordé la décoration de la Légion d'honneur à ce digne officier.

Nous apprenons que la tranquillité est parfaitement rétablie à Bourges.

On écrit d'Issoudun (Indre) :

« Notre ville a encore été le théâtre de nouveaux troubles. Issoudun, si l'on n'y porte remède, deviendra un foyer de sédition. Des menaces d'arrêter toutes les voitures chargées de blé ont été faites par des rassemblements d'hommes armés. L'inquiétude est générale. On craint surtout de manquer de blé, et les habitants des campagnes, plongés dans l'ignorance, ne peuvent comprendre que les obstacles qu'ils opposent à la libre circulation des grains seront inévitablement la cause de leur rareté. Notre garde nationale, disons-le, est désorganisée, et, dans son état actuel, nous ne pouvons pas compter sur elle pour le rétablissement de l'ordre. Nous avons besoin de troupes de ligne. On nous envoie un bataillon ; ce n'est pas assez. Il faut un régiment pour imposer aux malveillants de l'arrondissement. Nous appelons de tous nos vœux sa présence parmi nous, persuadés que son action sera toute morale et cependant complète. »

VALENCIENNES, 16 octobre.

Il paraît que le nombre des volontaires arrivés à Bruxelles est si considérable, que les habitants de cette ville sont surchargés de logements militaires. En effet, Bruxelles n'étant point une ville de guerre, les casernes y sont en petit nombre, et les 40,000 hommes armés qui se trouvent aujourd'hui dans ses murs ont dû être répartis chez les bourgeois. Le gouvernement provisoire, voyant que des charges trop pesantes accablent les citoyens, a donné des ordres à la frontière pour arrêter la marche, et au besoin s'opposer par la force à l'entrée des nouveaux détachements de la légion belge de Paris. Samedi dernier, 150 de ces volontaires sont arrivés à Quévrain : la garde nationale de l'endroit leur dit que, s'ils forçaient leur consigne, ils trouveraient à Mons des forces imposantes qui les repousseraient en France. Ces 150 hommes avaient reçu du comité belge de Paris ce qui était nécessaire pour parvenir à la frontière, où ils devaient obtenir de nouveaux secours pour se rendre à Bruxelles. Les nouveaux ordres du gouvernement provisoire ayant détruit cette espérance, ces hommes se trouvaient dénués de tout ; une collecte fut faite à Quévrain, et leur procura de quoi avoir de la bière et du pain. Ils bivouaquèrent dans un champ : le lendemain ils ont disparu : on croit qu'ils sont entrés en Belgique par des sentiers détournés.

PAYS-BAS.

BRUXELLES, 14 octobre.

Le gouvernement provisoire, considérant les éminents services rendus à la patrie par M. le baron d'Hoogworst, nomme M. d'Hoogworst commandant en chef de la garde urbaine de Bruxelles.

— Sur la demande du comité de la guerre, une prime de cinquante francs est accordée à tous les militaires qui se présenteront équipés, armés et montés.

— On a fait un recensement exact des victimes que la mitraille du prince Frédéric a atteintes pendant nos quatre immortelles journées. Jusqu'à ce jour le nombre de ces victimes que l'on a reconnues se porte à 165 morts et 311 blessés. Dans ce moment, Bruxelles seul compte déjà au-delà de 130 morts et 240 blessés.

— Si le prince d'Orange, dit le *Politique*, aspire à la couronne, il a soin de se présenter au peuple en s'appuyant sur des titres tout-à-fait en dehors de son droit de naissance ; qu'il répudie hautement la solidarité des actes de sa famille, et à la face de la nation, se dépouille du caractère de prince *Hollandais* pour revêtir celui de *citoyen Belge* ; alors on pèsera avec impartialité ses titres comme candidat au trône. Qu'il commence par réclamer l'éloignement de notre territoire des troupes ennemies qui le souillent et qu'il reste sans défiance au milieu de nous ; à ce prix peut-être la confiance des Belges et sa popularité lui seront rendues.

(*Courrier des Pays-Bas.*)

— Il y a lutte de sagesse entre le gouvernement belge et le petit gouvernement que le prince d'Orange a la maladresse de vouloir essayer à Anvers. Quand aujourd'hui à Bruxelles le gouvernement belge promulgue un sage arrêté, le lendemain on se hâte de le copier à Anvers, et le prince d'Orange, aidé du duc d'Ursel, s'amuse à cette puérile parodie, tandis que de son côté le roi Guillaume fait le matamore à La Haye. Gouverner sans être obéi est un jeu d'enfants. Le prince d'Orange est bien mal conseillé s'il envisage les actes de son petit gouvernement et de son ministère *in partibus* autrement que comme des indices de dispositions plus éclairées de sa part que de celle de son père.

(*Idem.*)

ANGLETERRE.

LONDRES, 14 octobre.

Les nouvelles qui s'étaient répandues hier de l'entrée en Belgique d'une armée prussienne sur trois points différens, ont été démenties dans la soirée après l'arrivée du bateau à vapeur d'Ostende, et la petite baisse que ces nouvelles avaient causée à la bourse n'a pas continué aujourd'hui.

15 octobre, après la bourse.

Les bruits de changemens dans le ministère commencent à prendre du crédit. On assure dans les clubs du *West-End* que lord Grey entrera dans le cabinet. Il paraît certain que lord Palmerston sera compris parmi les nouveaux ministres. Le duc de Wellington jouit toujours de la confiance entière du roi. Ses idées au sujet des économies et des retranchemens à faire sont d'accord avec celles de S. M. On attend avec la plus vive impatience le discours du trône ; on espère bien des ouvertures relativement à notre position avec les puissances étrangères.

Le prince de Talleyrand a eu ce soir une entrevue fort longue avec le duc et avec lord Aberdeen. Les affaires de Belgique en ont fait, dit-on, le principal sujet. Les dernières nouvelles que nous ayons de la Belgique nous sont parvenues par un voyageur. Tout le monde y désire avec ardeur un changement. Des négociations ont été entamées entre le gouvernement provisoire et le prince d'Orange. On croit que ce prince ne serait que lieutenant-général, et régent au nom du prince de Brabant, son fils aîné. On disait que Potter pressait beaucoup cette négociation. On ne sait pas jusqu'à quel point il conviendrait à la nation ; du reste, elle est là pour faire connaître ses desirs ; c'est la règle de conduite qu'il faudra suivre en définitive.

Les fonds étrangers continuent à tomber considérablement. On demande du papier sur les ports du continent les plus considérables. Le change sur Amsterdam est tombé à 11. 18, à 18½ ; celui sur Hambourg, à 13. 11, 11½ ; sur Paris, à 25. 50, 52½. Il se fait beaucoup d'exportation d'or. Consolidés, 86½ à terme.

ALLEMAGNE.

MAYENCE, 6 octobre.

Dans la nuit du 2 au 3 de ce mois il y a eu une émeute à Meissemheim (Hesse-Hombourg) ; toutes les insignes du souverain ont été arrachées, et la douane a été détruite. Le chef de la sédition était un faiseur de broches et balais, qui fut arrêté le trois au matin et conduit en prison. Vers le soir toute la bourgeoisie se réunit, et non-seulement le peuple mais les habitants aisés de l'endroit se rendirent en masse devant la maison du magistrat chef de la justice, pour demander la liberté du prisonnier, ce qui fut accordé. On assure que ce n'est qu'à cette concession qu'est dû le rétablissement de l'ordre. Maintenant on est occupé de la rédaction d'une pétition qui sera portée au landgrave de Hesse-Hombourg, et par laquelle on sollicite l'abolition du système des douanes, qui excite le plus grand mécontentement dans l'intérieur de nos provinces. L'opinion se prononce fortement dans toute l'Allemagne occidentale, contre ces entraves multipliées si nuisibles au commerce, et les personnes les plus sages, les plus ennemies de commotions populaires ne sont pas les moins empressées à demander des réformes qui pourront seules éloigner les troubles.

ÉTATS-UNIS.

NEW-YORK.

Le paquebot *Formosa* nous a apporté les journaux de Paris jusqu'au 19 octobre. Les nouvelles ne sont pas d'une grande importance ; la position politique de la Belgique n'a pas changé.

Le 9 octobre, la chambre des députés s'est ajournée à un mois, après avoir entendu la lecture d'un projet de loi présenté par le ministre de l'intérieur, sur les récompenses nationales. D'après le rapport qui le précède, les trois journées de juillet

ont coûté à plus de 500 orphelins leurs pères ; à plus de 300 veuves leurs maris ; à plus de 300 vieillards l'appui de leurs enfans ; 311 citoyens resteront mutilés ; 3,564 blessés auront à supporter une incapacité temporaire. Le projet de loi accorde aux veuves, orphelins, etc., des pensions de 250 à 500 francs. Les enfans seront élevés aux frais de l'état.

Dans la même séance, le ministre de l'intérieur a présenté à la chambre un projet de loi sur les gardes nationales sédentaires et mobiles. Le rapport dit que 1,300,000 citoyens sont déjà inscrits sur les rôles.

Dans la séance du 8, la chambre a voté une adresse au Roi, dans laquelle elle l'engage à prendre l'initiative en faveur de l'abolition de la peine de mort. Cette adresse, à laquelle le Roi fit une réponse favorable, a été le prétexte de quelques troubles dans Paris, qui heureusement ont été bientôt apaisés. Des attroupemens demandaient à grands cris la tête des anciens ministres et accusaient la chambre de vouloir les sauver. Les députés, par cette démarche, ont mis le Roi dans une fausse position vis-à-vis du peuple dont l'opinion se prononce avec énergie. Cette question se complique d'une manière embarrassante pour le gouvernement, car d'un côté la chambre des pairs semble portée à ne pas condamner à mort les anciens ministres, et de l'autre le peuple demande vengeance au nom des veuves et des orphelins. Malgré notre conviction de la culpabilité des ministres, nous verrions avec douleur et avec crainte les échafauds se dresser ; car, en révolution, lorsque l'on commence à répandre du sang il est impossible de prévoir où l'on s'arrêtera. Jusqu'à ce moment cette révolution a été si pure, qu'il faut craindre de la gâter par des exécutions, quelque justes qu'elles puissent être.

Les journaux du 17 octobre annoncent que la veille le gouvernement a reçu une dépêche télégraphique qui lui annonce que l'empereur Nicolas avait reconnu formellement le nouveau gouvernement français et Louis-Philippe I^{er}. Cette nouvelle a été apportée par le général Athalin, aide-de-camp du roi, qui est en effet arrivé à Paris le 18 au soir.

On annonce que la reine d'Espagne est accouchée d'un fils et non d'une fille, comme on l'avait dit d'abord.

LETTRES ÉCRITES DE FRANCE, AU RÉDACTEUR DU COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

No. LIX.

PARIS, 18 octobre 1830.

MONSIEUR,

Tout le monde connaît l'esprit d'opposition de M. de Chateaubriand ; c'est l'essence de son talent, il a l'art de laisser de côté les théories pour s'attacher aux personnes et pour colorer ses pages de pitié, d'humanité et de souvenirs : ainsi la mort du duc d'Enghien lui a fourni ses plus belles pages ; le tombeau oublié de Jérusalem, les champs de Sion, les récits des Croisades et les processions catholiques interdites par le gouvernement ont fait sa réputation littéraire. Plus tard, la conduite cavalière de M. de Villèle et la désaffection de Louis XVIII qui ne l'aimait pas, l'ont jeté de nouveau dans l'opposition. M. de Chateaubriand faisait du libéralisme à la chambre des pairs, et le faubourg St-Germain n'hésitait pas à le regarder comme un ennemi des Bourbons. Lors de la chute de Charles X, son discours à la chambre fut plutôt regardé comme une singularité chevaleresque que comme une preuve d'attachement à la dynastie tombée. On dit qu'après ce discours, il fit une visite à un homme dont les opinions sont diamétralement opposées aux siennes, à M. Béranger, notre chansonnier national : « Eh bien ! lui dit le poète, vous êtes donc toujours fidèle à vos vieux souvenirs, à vos vieilles admirations ? — Pas le moins du monde, répondit le noble pair, mais un serment nouveau m'eût fatigué et confondu dans la foule ; en le refusant, je me drapais aux yeux de l'Europe. » Aujourd'hui on dit que M. de Chateaubriand doit partir pour Lulworth ou pour Edimbourg, que la famille de Charles X habitera cet hiver, et que l'auteur du *Génie du Christianisme* y deviendra le précepteur du petit duc de Bordeaux. C'est une chose déplorable de voir un homme de talent, qui dans plusieurs circonstances a donné des preuves d'un patriotisme généreux, quitter la France, où il est apprécié et où il peut être utile, pour aller aviver une légitimité niée par 25 millions d'hommes et donner des leçons et des encouragemens à une guerre civile à venir ; c'est là, ce nous semble, une triste manière de se draper aux yeux de l'Europe. Ce bruit public est peut-être faux ; il vient peut-être des gens qui raisonnent d'après l'esprit d'opposition de M. de Chateaubriand, et qui, après l'avoir perdu comme royaliste, veulent le perdre encore comme Français.

Une proposition de loi pour l'abolition de la peine de mort a été prise en considération par la chambre des députés ; elle a été violemment soutenue par M. de Tracy et par le général Lafayette. M. Kératry a engagé ses collègues à la soumettre au roi et, par là, la chambre a fait partager à S. M. la position désagréable où elle s'était mise. Cela était aussi maladroit qu'impolitique. Un cri général s'est élevé ; des pétitions pour l'ajournement de cette proposition ont été couvertes d'une foule innombrable de signatures, plusieurs légions de la garde nationale ont fait aussi leur pétition et enfin la proposition est ajournée.

Il faut le dire, l'attitude incertaine de la chambre des pairs

et les efforts maladroits que font les amis des ministres pour les sauver, nuisent plutôt qu'ils ne servent ; des placards, qui demandent leur mort, couvrent nos murs, et l'on s'irrite de voir le désir général qu'a l'aristocratie de sauver des gens qu'au fond, elle n'aime ni n'estime, tandis que, sous le règne de Louis XVIII, on a laissé froidement couler le sang de nos plus braves capitaines sans qu'aucune voix s'élevât contre cette peine de mort qu'on trouve aujourd'hui si affreuse. C'était, dit-on, quand Ney et Labédoyère marchaient à l'échafaud qu'il fallait parler de ce principe qu'on réclame si hautement aujourd'hui ! Mais l'aristocratie du faubourg Saint-Germain n'a jamais eu de sympathie pour les guerriers de l'empire, quelques services qu'ils aient rendus à la patrie.

Cette discussion malheureuse a permis aux Carlistes de répandre le bruit le plus faux et le plus absurde ; ils ont dit que l'opinion que le général Lafayette avait manifestée sur la peine de mort lui avait fait perdre sa popularité, et qu'il n'était plus accueilli avec le même enthousiasme par la garde nationale. Nous pouvons démentir ce fait mieux que personne, car nous faisons partie de la garde nationale et nous avons été passé en revue par le général ; nous pouvons assurer que l'enthousiasme et l'admiration qu'il inspire s'accroissent par le tems et par la réflexion ; on lui sait même gré d'avoir exprimé, dans cette circonstance, une opinion personnelle, qui, comme toutes ses autres opinions politiques, date du commencement de sa carrière.

Cependant on prend tous les moyens pour adoucir le peuple en faveur des ex-ministres. On dit que Madame de Polignac est enceinte, ainsi que la fille de M. de Peyronnet ; mais, d'un autre côté, nos pavés fument encore, et il y a à Paris beaucoup de veuves et d'orphelins.

La politique n'absorbe pas tous nos instans, et quoique le faubourg Saint-Germain fasse mine de ne pas vouloir s'amuser, les théâtres sont pleins. La liberté est entière, et les faiseurs de drames en ont profité pour mettre Napoléon sur la scène. On le représente enfant et faisant des fortifications de neige à l'école de Brienne ; ailleurs il est sous-lieutenant au régiment de la Fère ; puis, consul ; puis, empereur, et bientôt nous aurons, sans doute, la fin déplorable de Sainte-Hélène. Aucun de nos acteurs ne nous a reproduit les traits du grand homme, ils en copient maladroitement les gestes et l'habillement : tout se réduit à quelques paroles, à quelques situations, et comme l'empereur est présent à toutes les mémoires, qu'il vit dans toutes les imaginations, ces tableaux peu fidèles ne satisfont pas ; mais malgré cela, ils excitent un enthousiasme qui s'est augmenté dans le moment où on a pensé que sa famille reviendrait en France.

On assure que M. Casimir Perrier a refusé le portefeuille de l'intérieur. Dans le moment où nous écrivons, Paris retentit des cris du peuple qui demande la mort des ministres.

Agréez, Monsieur, etc.

LE CORRESPONDANT PARISIEN.

SUR L'ITALIE.

Septième article.

A peine eût-on connaissance en Italie du débarquement de Napoléon à son retour de l'île d'Elbe, que l'agitation des esprits devint générale, mais dès qu'on fut instruit des progrès rapides de sa marche, et qu'enfin on apprit son entrée à Paris escorté de tous les Français qui avaient pu se porter sur son passage, les transports des Italiens éclatèrent de toutes parts. Ils oublièrent qu'il existait une police autrichienne, et la police elle-même restait interdite ou paralysée ; car, comment punir chez les uns des démonstrations d'allégresse auxquelles toute la population prenait part ; qui aurait-elle pu condamner, lorsque, bravant sa présence, on s'embrassait dans les rues, on se félicitait mutuellement, et lorsque la complicité était devenue générale ? Les Italiens ne se berçaient plus d'un vain espoir, leur avenir était certain ; ils croyaient fermement à une autre journée de Marengo. Hélas ! que ces cent jours de confiance et de joie leur ont coûté cher, que le désastre de Waterloo leur a été funeste !

Entraîné par un sentiment d'honneur et un esprit chevaleresque, le roi Murat ayant couru isolément sur les Autrichiens, se vit forcé presque aussitôt d'abandonner le royaume de Naples. Les Bourbons y rentrèrent. Cette branche des Bourbons, qui n'avait laissé que le souvenir de ses cruautés, qu'on trouvait trop avantagée par l'asile qu'elle avait reçu sur les terres de la Sicile, d'où l'on espérait même la voir bientôt chassée, elle ne tarda pas à montrer que son caractère n'avait rien perdu de sa perfidie et de sa cruauté. Murat fut invité par les infâmes agens de cette famille à se présenter sur les côtes de la Calabre. On lui promettait un accueil unanime, la coopération des masses, et des chefs dévoués au succès de son entreprise. Dans le nombre se trouvaient des hommes comblés de ses bienfaits. Après les protestations solennelles faites à Murat, il était impossible qu'il soupçonnât un piège, ou que la défiance entrât dans son esprit. Il débarqua à Pizzo ; des ordres avaient été donnés d'avance pour y poster des gendarmes, arrêter Murat, et le faire fusiller sur le champ. Cet ordre barbare fut exécuté avec une honteuse précision, et le plus horrible sang froid. Les bons Italiens s'en indignèrent ; forcés d'ajourner leur vengeance, ils s'unirent cependant par le serment solennel d'apaiser les mânes de l'auguste victime, dans le sang même de ses infâmes assassins.

Mais des actes de représailles isolés auraient mal répondu au but magnoanime de l'association. Le tems marche cependant, et les Italiens ont su conserver le souvenir, ainsi que les noms des criminels.

La journée de Waterloo, si funeste à tous les peuples, à ceux même qui dans leur imprévoyance s'en réjouissaient comme on fête une régénération, fut le signal des douleurs italiennes. Plus de bonheur, plus d'espérance ; les maîtres devinrent plus insolents, la soumission fut indispensable. Mais la douleur conduit quelquefois au désespoir ; telle fut la cause de l'entreprise de 1824. Naples d'abord essaya de briser ses chaînes ; le Piémont suivit cet exemple, lorsque déjà Naples était asservie de nouveau. Partout on commit les mêmes fautes ; on prit pour modèle l'absurde constitution d'Espagne ; on chassa les rois pour appeler les princes les plus proches des rois ; on remit l'autorité entre les mains de ceux-là même qu'on voulait en dépouiller. Ils la ressaisirent pleine et entière ; sans scrupules, comme sans honneur, usant des plus viles ressources des cabinets, ils mirent leur premier soin à diviser la société, à désorganiser l'armée ; et les amis les plus dévoués de ces princes, mais enthousiastes en même tems du projet d'amélioration, furent sacrifiés à la haine des partisans de l'absolutisme et livrés à la colère des Autrichiens.

L'histoire, en rappelant les tristes événemens de cette fâcheuse époque, consignera l'exécrable conduite du roi de Naples, ses promesses, sa perfidie, ses parjures, ses sollicitations pressantes adressées au congrès de Laybach afin d'obtenir des souverains la force nécessaire pour écraser ses sujets.

Les Piémontais, non moins imprudens que les napolitains, permirent également au Prince de Carignan de sortir de leur territoire. Jusque-là il avait été l'agent provocateur du mouvement, il avait la parole des chefs, ils étaient dans son intimité, d'accord en tout sur les moyens d'améliorer le sort de l'Italie. Arrivé à Milan auprès de l'archiduc Reigier, il n'hésita point à dénoncer ses amis les plus chers. On dit que cette liste fut jetée au feu par l'archiduc ; cette conduite l'honore si elle est vraie, et marque d'autant plus l'infâme lâcheté du prince de Carignan. C'est en vain qu'il cherchera plus tard à figurer en héros dans la guerre sans danger de Louis XVIII contre l'Espagne ; on sait que le prince de Carignan a perdu une botte et s'est couvert d'un peu de boue au passage du Trocadéro. Voilà les seuls lauriers auxquels il peut justement prétendre. Mais on a vu, dans les rangs des constitutionnels espagnols, la plupart des Italiens qui s'expatrièrent pour échapper à la mort ou à la captivité que leur réservait le prince de Carignan. La moitié de ces braves a péri dans les premiers combats ; les autres dispersés, mais prêts à reparaitre partout où la cause de la patrie les appelle, justifient ces vers du Dante, que dans leur vive anxiété ils se plaisent à répéter :

« Libertà vò cercando ch'è sì cara
« Come sa chi per lei vita non cura. »

Enfin, vers le milieu de l'année 1830, la jeunesse française, se rappelant qu'elle est issue d'une race de braves, a culbuté le trône des Bourbons en France. Les belges ont imité le bel exemple des Français ; l'Espagne se réveille ; l'Allemagne se remue ; le monde entier est dans une agitation plus ou moins grande, dans ces circonstances, que doivent, que peuvent faire les Italiens ?

(A continuer.)

Une assemblée des Français résidant à New-York a eu lieu à Tammany-Hall mercredi soir 17 courant. M. Joseph Bouchaud ayant été nommé président, MM. Geo. De Loynes et C. Darbefeulle secrétaires, les propositions suivantes ont été faites et adoptées :

1. Tous les Français et descendans de Français sont invités à s'assembler jeudi matin, 25 courant, chez Combault, No. 599 Broadway, à l'heure qui sera désignée par le comité général d'arrangement.
2. Un comité composé de MM. Chevrolat, L. Peugnet et F. Lacoste, est chargé de faire confectionner un drapeau tricolore, ainsi que des cocardes et décorations.
3. MM. H. et L. Peugnet sont choisis pour porter le drapeau pendant la cérémonie.
4. A la fin de la cérémonie le drapeau sera offert, au nom des Français résidant à New-York, à la première division d'artillerie de New-York.
5. Il y aura uniformité dans les cocardes et décorations portées en cette circonstance.
6. Le président et les secrétaires sont chargés de communiquer ces résolutions au comité général d'arrangement.
7. Sont nommés du comité d'arrangement MM. Gayot, Trusson, Darbefeulle, Tardy, Dreyfous, et Allain.
8. Sont nommés du comité de finances MM. L. A. Brunel, Joseph Bouchaud, Charles Brugièrre, G. De Loynes, Jacquelin, D'Hervilly, et Crévolin.
9. Sont nommés du comité de l'adresse qui sera prononcée en offrant le drapeau, MM. Chégaray, Gravillon, J. Bouchaud et F. Lacoste.
10. Sont nommés du comité de musique MM. Etienne, Thibault, et Gentil.
11. Ces résolutions seront insérées dans les journaux.

Signé JOSEPH BOUCHAUD, président.
G. DE LOYNES, }
C. DARBEFEULLE, } secrétaires.

Le service et la quête qui devaient avoir lieu dimanche dernier dans l'église épiscopale française, Pine-street, en faveur de la Société de bienfaisance Française de cette ville, ont été renvoyés à dimanche prochain, (21 nov.) si le tems est favorable.

SCIENCES NATURELLES.

Observations sur les principales classifications du genre humain, par M. Balbi.

Depuis long-temps les géographes et quelques naturalistes offrent dans leurs ouvrages plusieurs classifications du genre humain qui méritent d'être examinées. Les plus importantes et les plus généralement admises nous paraissent être les suivantes : La classification par races sur les principales différences physiques qu'offrent les peuples considérés sous ce point de vue ; la classification fondée sur les différences offertes par l'état social, d'après laquelle on a distingué tout le genre humain en peuples sauvages, peuples barbares et peuples civilisés ; celle qui a pour base la nourriture, d'après laquelle on a voulu classer les nations en peuples anthropophages (mangeurs d'hommes), ichtyophages (mangeurs de poissons), frugivores, carnivores, acridophages (mangeurs de sauterelles), géophages (mangeurs de terre), omnivores, etc. ; celle fondée sur la situation topographique, en distinguant les peuples en montagnards et habitants des plaines ; enfin celle motivée par la manière de vivre, en partageant la population du globe en peuples nomades, pêcheurs, chasseurs, agriculteurs, commerçants, manufacturiers, navigateurs, etc. Mais toutes ces prétendues classifications principales sont inutiles, ou trop vagues et trop incomplètes.

La classification fondée sur les différences physiques, ou celle des variétés de l'espèce humaine, malgré les savans travaux dont elle a été le sujet, est encore on ne peut pas plus imparfaite. On s'est trop hâté de classer tous les peuples connus d'après le peu d'observations, la plupart erronées, qu'on avait pu recueillir sur leurs caractères physiques et moraux. Il en est résulté des divisions trop générales, comme celles proposées par le savant M. Link, qui ne reconnaît dans le genre humain que trois races ou variétés éminemment distinctes, la blanche ou caucasique, la jaune ou mongolique, et la nègre ou éthiopique ; et celle du célèbre Blumenbach, qui en compte cinq, en ajoutant aux trois précédentes la race malaise et la race américaine. D'autres savans ont proposé des classifications fondées sur un nombre de divisions principales encore plus nombreuses. Nous nommerons celles proposées par notre ami, feu Desmoulins, et par M. Bory de Saint-Vincent : le premier porta à onze le nombre des espèces humaines, le second en compte quinze. Mais ces dernières classifications, malgré le grand nombre d'espèces qu'elles admettent, sont loin d'être complètes, puisque nous pourrions citer des peuples dont les caractères physiques offrent non-seulement des différences aussi grandes que celles choisies par ces deux savans naturalistes, pour déterminer le type de chacune de leurs espèces humaines, mais qui, tout bien calculé, pourraient être regardées comme beaucoup plus importantes que quelques-unes de leurs divisions principales. Après avoir mûrement réfléchi sur cet important sujet, ainsi que sur les nombreux faits que nos longues études géographiques nous ont fourni l'occasion de relever, nous croyons pouvoir affirmer que les géographes n'ont pas encore assez recueilli de faits bien observés, pour que l'on puisse être en état de donner une classification générale du genre humain d'après ses variétés principales. Lorsque la surface de la terre sera entièrement connue, et que l'on connaîtra bien tous les caractères physiques des nombreux peuples qui l'habitent, alors seulement les Cuvier, les Humboldt, les Homes, les Link, les Blumenbach, les Virey, les Lesson et autres savans naturalistes, pourront proposer des classifications qui, bien loin d'offrir le vague ou les erreurs des classifications faites jusqu'à présent, rendront un service éminent à la science, en proposant sur des bases solides et d'après des caractères bien déterminés, une nouvelle classification du genre humain. En attendant, nous n'avons adopté aucune de ces classifications ; nous nous sommes seulement bornés à indiquer les simples variétés de couleurs et quelques autres traits remarquables du caractère physique des différens peuples que nous avions à décrire, lorsque ces indications nous parurent devoir intéresser le géographe et le naturaliste.

Parmi le grand nombre de dénominations particulières que l'usage impose aux produits des mélanges des principales races humaines, le géographe ne doit pas ignorer les suivantes, qui sont employées dans presque tous les voyages et dans les descriptions des pays, sans être presque jamais accompagnées de leur définition respective.

On appelle *mulâtre* le produit d'un blanc européen avec une négresse ; il tient également des deux races par la couleur, la conformation, les cheveux demi-crépus. Les Brésiliens désignent ce mélange par le mot de *pardo*. Le blanc avec un Indien produit les *métis* des Indes-Orientales ; et avec les naturels de l'Amérique des *mestices* ou *mest-indiens*, dits communément *mestizo*, et au Brésil *mamelucos* ; c'est un être généralement faible. Le nègre avec l'Américain donne naissance à des individus, le plus souvent très-vigoureux, d'un brun noir cuivré qu'on nomme généralement *zambi* ou *lobos*, et que les Brésiliens désignent sous les noms de *caribocos* et de *cafusos*. Quelquefois ces individus sont nommés *chino* (chinois) au Mexique. On appelle encore *zambo* le descendant d'un nègre et d'une mulâtresse, ou d'un nègre et d'une china. A Banka, on nomme *teko* les descendants d'un Chinois et d'une Malaise, et, dans l'Inde, *bougandese*, ceux d'un Indien avec une négresse. L'union d'un blanc avec une Hottentote donne un métis nommé *baster*. M. Virey observe que tous ces mélanges simples peuvent se perpétuer, soit entre eux, soit avec d'autres races, et former des variétés permanentes. Le produit de la seconde génération, de la troisième et suivantes reçoit aussi des dénominations particulières, et que nous ne pouvons indiquer dans cet article. Nous remarquerons seulement avec M. le docteur Garnot que les *créoles* sont des Européens d'origine nés en Amérique, et que les *albinos* de l'Afrique, les *cagots* des Pyrénées, les *cretins* du Valais, etc., etc., ne sont pas des races, mais de simples variétés accidentelles, qui peuvent être considérées comme le résultat d'affections malades.

La classification fondée sur les différences offertes par l'état social, quoique encore hérissée de difficultés, n'est pas pour cela impossible à tracer. Depuis long-temps on a senti son im-

portance pour la géographie, et pour les sciences historiques : mais aucun auteur n'a encore dressé un tableau des différentes nations de la terre rangées d'après les nuances principales de leur civilisation, appréciée sans préjugés et d'après l'état actuel de nos connaissances ethnographiques.

La division banale admise par tous les géographes et par plusieurs naturalistes, division d'après laquelle tout le genre humain est partagé en peuples civilisés, peuples barbares et peuples sauvages, est très-inexacte, lorsqu'on examine avec impartialité le rang que l'on y assigne à chaque peuple. Cela vient en grande partie de la manière différente d'envisager la civilisation, et de l'acceptation que l'on donne à ce mot, employé si souvent dans un sens positif, malgré tout le vague qu'offre sa véritable signification. Plusieurs savans distingués ont déjà réclamé contre l'injustice d'une classification évidemment erronée, mais aucun d'eux ne nous paraît jusqu'à présent avoir rempli ce vide immense qu'offre la géographie politique. Les faits que nous avons eu occasion de recueillir et de rapprocher entre eux dans nos recherches géographiques et ethnographiques, en parcourant une foule d'ouvrages, nous ont conduit aux résultats suivans : 1° que la civilisation, prise dans le sens qu'on donne généralement à ce mot, conduit à des jugemens erronés ; 2° que pour les éviter autant que possible, le mot civilisation doit embrasser religion, lois, coutumes, mœurs, gouvernement, genre de vie, organisation sociale, arts, sciences, littérature, langage ; toutes choses susceptibles de variations, de degrés ; et suivant les combinaisons qu'elles produisent, elles doivent modifier à l'infini le caractère qu'on assigne à chaque peuple ; 3° qu'il y a bien des degrés de civilisation et même bien des sortes différentes de civilisation ; 4° qu'il est presque impossible, ou qu'il est au moins très difficile de déterminer d'une manière précise le point qui sépare la barbarie de la civilisation ; 5° que plusieurs peuples qu'on doit regarder comme européens, et qui ont l'avantage de participer aux lumières qui accompagnent le christianisme, sont inférieurs sous le rapport de la civilisation à plusieurs nations civilisées de l'Asie, que l'usage et d'importantes autorités classent encore parmi les peuples barbares ; 6° que de grandes masses, et quelquefois même la majorité d'autres nations, placées depuis long-temps à la tête de la civilisation, sont aussi, sous ce même rapport, inférieures aux Chinois, aux Japonais, aux Birmans, aux Hindous, chez lesquels presque tout individu mâle sait lire, écrire, compter, connaît la législation de son pays, et reçoit une éducation qui le rend apte à l'exercice d'une foule d'arts et métiers dans lesquels depuis long-temps il a atteint une si haute perfection, que les peuples les plus policés de l'Europe n'ont pu égaler de nos jours qu'avec tout le secours de nos instrumens perfectionnés ; 7° que les nations asiatiques que nous venons de nommer et bien d'autres, telles que les Arabes sédentaires, les Persans, les Tibétains, les Coréens et autres nations possédant plus ou moins des traits que l'on attribue aux peuples regardés généralement comme policés, doivent être incontestablement classés parmi les peuples civilisés ; 8° que l'on doit aussi y classer les Malais, les Bugis, les Bissajos, les Kalmouks, les Mongols et autres peuples, quoique la civilisation chez ces derniers y soit caractérisée d'une manière moins remarquable ; 9° qu'on pourrait regarder comme des peuples barbares les peuples qui n'ont ni écriture ni littérature, ce qui leur est commun avec les peuples sauvages, parce qu'ils ont des institutions qui les rapprochent des peuples qui sont au premier rang de la civilisation. Tels étaient les habitans des îles de la Société et de Sandwich avant d'avoir adopté le christianisme, et tels sont encore les Araucans, les Carolins, les Tenguas, les Vitis, les Nouveaux-Zélandais, etc. : 10° qu'on pourrait enfin regarder comme peuples sauvages les tribus chez lesquelles l'intelligence a acquis le moins de développement, dont les individus ne tiennent les uns aux autres que par le moindre rapport possible, et chez lesquelles les arts les plus nécessaires à la vie, ou n'existent pas du tout, ou se trouvent dans un état extrême d'imperfection. Tels sont les naturels de la Nouvelle-Hollande, ceux de la Tasmanie (île de Van-Diemen), de la Nouvelle-Calédonie, les sauvages abrutis de la Nouvelle-Californie, etc., etc., qui n'ont aucune idée de l'agriculture, et chez qui la pêche ou la chasse ne se font qu'avec les moyens les plus imparfaits. Chacune de ces trois grandes divisions du genre humain peut être subdivisée à l'infini selon les nuances différentes de l'état social qu'elles représentent.

Le peu que nous venons de dire signale assez les difficultés qui accompagnent cette seconde manière de classer les habitans de la terre ; il démontre à combien de faux jugemens on s'expose en admettant la classification donnée par les géographes et par certains naturalistes, en même tems qu'il peut servir de guide au lecteur pour assigner à chaque peuple la place qu'il mérite d'occuper dans l'échelle de la civilisation.

Quant aux autres classifications qui ont pour base la nourriture, la position topographique et les occupations, il nous semble qu'elles sont inutiles, ou pour le moins très-vagues. La plupart de ces prétendues classifications principales du genre humain se rencontrent dans tous les grands états, et même dans plusieurs d'une médiocre étendue ; les autres ne sont que des subdivisions de la grande classification qui a pour base les nuances dans l'état social. Ainsi nous trouvons sur les vastes territoires de la Colombie et de l'Inde anglaise, les peuples montagnards, et les habitans des plaines, les peuples nomades, les chasseurs, les agriculteurs, les frugivores, les ichtyophages et les carnivores. Nous voyons le petit royaume des Pays-Bas nous présenter dans les plaines de la Belgique tous les prodiges d'une agriculture perfectionnée, dans les villes maritimes tout le mouvement qu'on observe chez les peuples navigateurs, et dans les villes les plus industrieuses toute l'activité qui distingue les peuples considérés comme essentiellement manufacturiers. Ne voyons-nous pas l'empire d'Autriche, qu'on regarde comme un état purement agricole, reproduire dans plusieurs cantons de la Bohême, de la Haute et Basse Autriche, de la Moravie et du royaume Lombard-Vénitien, toutes les merveilles de l'industrie qui ont donné tant de célébrité aux cantons les plus manufacturiers de l'Angleterre et de la France, et nous offrirent dans le port de Trieste un commerce qui, pour l'étendue de ses relations et pour la

valeur de ses importations et exportations, rivalise avec les principaux ports des monarchies anglaise et française, et avec ceux de la confédération Anglo-Américaine, pays réputés les plus commerçans du monde ? Ne trouvons-nous pas aussi dans la Suisse, malgré sa petite étendue, des peuples pasteurs et presque nomades, dans les beaux montagnards qui habitent les hautes vallées de Berne, Lucerne, Schwitz, de l'Unterwald, d'Uri, de Glaris, d'Appenzell, de Vaud, des Grisons et du Valais ; des peuples entièrement agricoles, dans les plaines fertiles de Zurich, Soleure, Schaffouse et Bâle ; et une population essentiellement adonnée au commerce, aux fabriques et aux manufactures, dans les villes et dans les bourgs des cantons de Zurich, de Glaris, de Saint-Gall, de l'Appenzell-Extérieur, de Genève, de Neuchâtel et de Bâle ? Enfin, l'Angleterre, qu'on persiste toujours à regarder comme un pays uniquement manufacturier et commerçant, ne nous offre-t-elle pas dans ses grandes exploitations agricoles la partie du globe où l'agriculture est peut-être arrivée à un point de perfection qu'elle n'a pas encore atteint nulle part, sans excepter même les pays qui passent pour être les plus essentiellement agricoles ? Nous pourrions multiplier ces exemples presque à l'infini ; nous croyons que le peu que nous en avons donné suffit pour faire sentir toute l'inutilité et tout le vague de ces prétendues classifications générales qui sont démenties par un nombre presque égal d'exceptions. Après avoir réfléchi long-temps sur ce sujet, nous croyons que, dans l'état actuel de la géographie, on devrait se borner aux quatre divisions suivantes du genre humain ; savoir : la classification politique, la classification relative aux nuances principales de la civilisation, la classification ethnographique et la classification religieuse.

Affaiblissement de la religion anglicane. — On s'occupe actuellement au département de l'intérieur de dresser un tableau de toutes les dénominations chrétiennes en Angleterre. En attendant que nous puissions le faire connaître, nous choisissons, pour en donner une idée, le comté d'York, qui renferme près du dixième de la population de la Grande-Bretagne. Le Yorkshire comptait, en 1821, 1,173,000 habitans ; il doit en contenir actuellement 1,320,000. Il y a 1,748 congrégations, c'est-à-dire une sur chaque nombre de 750 individus, savoir : 809 de l'église établie et 939 de dissidens. Plusieurs, églises de ces derniers sont petites ; mais, d'un autre côté, elles sont plus fréquentées que celles des anglicans. On calcule que les dissidens sont à ceux-ci dans le rapport de 7 à 6. L'Angleterre arrive par degrés à la condition de l'Irlande. Les membres des sociétés dissidentes y composent déjà la majorité de la population. Chaque jour verra accroître leur nombre, et sous peu l'établissement anglican n'offrira plus qu'un assemblage de sinécures.

Le Yorkshire compte 809 bénéfices ecclésiastiques, dont 113 sont à la disposition du gouvernement, 350 à celle du clergé ; 32 appartiennent aux universités, 13 à des corps publics, 299 à la noblesse et aux riches, et 2 aux habitans. Il y a un diocésain et 69 dignitaires attachés à des cathédrales. Les autres dénominations religieuses sont les catholiques, qui possèdent 46 églises ou chapelles, les presbytériens 13, les quakers 64, les baptistes particuliers 51, les baptistes généraux 9, les méthodistes wesleyens 552, les méthodistes calvinistes 1, les autres méthodistes 147, les indépendans 154, les missionnaires et autres 2.

B.....

Livres publiés en France et en Allemagne. — Dans un laps de tems de treize années, de 1814 à 1826, il a paru

En France, - - - - -	33,775 volumes,
En Allemagne, - - - - -	50,303

Excédant en faveur de l'Allemagne, - 16,528

Par contre, la progression a été plus rapide en France, puisque le nombre des livres qui ont paru en 1816 est plus du quadruple de celui de 1814 ; tandis qu'en Allemagne le nombre des livres de la première année ne se trouve pas même doublé. L'année la plus productive en Allemagne est 1826, la moindre est 1814. On suppose que l'Allemagne a présentement soixante-dix mille auteurs. En donnant à ce pays quarante millions d'habitans, c'est un auteur sur cinq cents onze habitans.

LITTÉRATURE.

LA FRANCE EN 1829 ET EN 1830,

PAR LADY MORGAN.

(Revue de Paris.)

Ce livre n'a qu'un défaut, c'est de n'être point un livre. Comme le dit très-bien l'auteur, c'est simplement un journal circonstancié de son dernier séjour en France ; une relation consciencieuse, sans prétention, de ses occupations, de ses sensations, de ses fréquentations pendant le tems qu'elle passa l'an dernier au milieu de nous ; un relevé exact de toutes les lumières, de tous les renseignemens qu'elle a pu se procurer sur nos usages. Or qu'est-il arrivé ? c'est que, malgré l'exactitude de ses recherches et de sa mémoire, malgré l'excellence des sources où la spirituelle voyageuse a pris ses indications, malgré la rapidité et la justesse de son coup d'œil, elle en sait moins que le dernier d'entre nous sur ce qu'elle nous raconte. Ceci rappelle la position de ce mari des *Lettres persanes*, qui ne croyait devoir jamais parler de sa femme, de peur d'en parler devant des gens qui la connaissent mieux que lui.

Il est très-vrai de dire cependant que ce livre ne nous était point destiné, et qu'en Angleterre il peut, à cause de tous les menus détails dont il est plein, prétendre à un vrai succès. Pour nous au contraire l'auteur n'aurait pu parvenir à nous passionner qu'en généralisant le plus possible ses observations. Tel amour propre de naturel du pays qui sera révolté de la prétention qu'aura eue lady Morgan de lui apprendre le nom d'une rue ou celui d'un parfumeur à la mode, qui même la guettera pour la relever rudement à la première erreur qu'elle pourra commettre, ne lui aurait point su mauvais gré de con-

finir à son profit tous les aperçus élevés, toutes les idées générales que l'étude de nos mœurs peut fournir; il s'en serait volontiers laissé faire la leçon, et peut-être aurait consenti à les mettre en circulation à son compte en se les appropriant; mais, encore une fois, lady Morgan écrivait pour ses compatriotes qui nous ignoraient, et son livre ne doit, pour cette raison, prétendre chez nous qu'à un succès assez restreint de curiosité. Il est possible que lady Morgan n'ait même écrit que pour quelques personnes de sa société intime; ce qui nous le ferait croire, c'est qu'elle parle beaucoup d'elle-même. Or les Mémoires de Mme de Genlis et l'accueil que l'on en a fait témoignent assez du danger qu'il y a à se donner ce plaisir autrement qu'avec des amis. Le passage suivant est entrainé de cet ouvrage :

LES DOCTRINAIRES.

Je viens de recevoir la visite d'un de ces Français que la nature a faits spirituels, et que l'imagination égare dans des efforts pour être *imaginatifs*. Tant que de tels hommes s'attachent aux faits de la vie, que leurs talents brillants savent si bien embellir dans la narration, ils sont délicieux; mais du moment qu'ils s'écartent vers les régions de l'imagination, de l'abstraction, ils deviennent diffus et froids. Je tremble quand un littérateur français commence à parler d'Ossian et de Childe-Harold, et je ne me sens à l'aise que quand il revient aux événements du jour. L'esprit français est sur son véritable terrain quand il traite les réalités de la politique, de la société, des mœurs, de la morale, de la littérature; mais s'il quitte la terre pour s'élever aux régions idéales, de même qu'Antheïs il cesse d'être invincible. Le sublime n'est pas le genre dans lequel les Français excellent; et comme ils ont déployé toutes les autres qualités du génie, ils peuvent bien se dispenser d'ambitionner le moins utile et le moins amusant des attributs de l'esprit. Qui n'aimerait mieux être touché que ravi, égayé qu'inspiré? Un coup d'œil jeté sur les Alpes est magnifique, excitant; mais, comme séjour habituel, le pavillon d'Orsay aux Champs-Élysées est préférable (à mon avis) au couvent du mont Saint-Bernard. Je suppose donc que je préférerais mon spirituel ami M. de à Milton lui-même, pour causer au coin de mon feu.

A propos de quelques observations que j'avais faites sur la politique du moment, M. me dit : « Je vois que vous allez devenir une *dame du canapé*. »

— Du canapé? Que veut dire cela?

— Cela veut dire que vous êtes une *doctrinaire*. Sans doute l'esprit de cette secte vous a été inoculé par avec lequel je vous ai vue à l'Opéra, et qui est un des plus invétérés doctrinaires, de la vieille école même.

— A quel tems bornez-vous cette épithète de vieille? En France tout change avec une rapidité qui confond toutes les idées ordinaires du tems et de ses modes.

— L'école à laquelle je fais allusion date du règne de M. Decaze, que vous avez laissé au sommet de sa puissance quand vous partîtes pour l'Italie en 1818. Elle est tombée avec le système de bascule inventé par son patron.

— Système de bascule? Il faudrait réellement avoir un dictionnaire des phrases politiques et des sobriquets du tems?

— Le système de bascule est un système qui se tient en balance entre les royalistes et les libéraux, qui bat les uns par les autres, qui repousse les premiers sous prétexte qu'ils veulent la contre-révolution, et les seconds, sous prétexte qu'ils cherchent à ramener la république de 1793. Le ministère Decaze est celui auquel la France peut adresser les plus amers reproches. Il avait personnellement la confiance entière du roi; et comme il n'a point effectué les améliorations qu'il était en son pouvoir d'effectuer, il a fait reculer son pays d'un quart de siècle dans la carrière de la liberté?

— Vous autres jeunes gens, vous attribuez toujours plus d'influence aux personnes qu'aux choses. Il est probable que Decaze était l'homme de son époque, une conséquence nécessaire des circonstances existantes. Songez aux hommes qu'il remplaçait, les Vaublanc, les Blacas! Arrivant après leur incapacité, leur dévouement au despotisme, ses demi-mesures étaient des amendemens; elles étaient peut-être tout ce que l'esprit de la cour pouvait supporter.

— Decaze était cependant, selon moi, plus dangereux que des hommes dont la nullité politique était palpable.

— Decaze plus adroit, avec l'apparence de la libéralité, montra pour la première fois la possibilité de violer impunément la Charte, et ce qui est pis, nous lui devons la loi aristocratique des élections, par laquelle les grands collèges électoraux furent établis, et qui conduisit directement à celle de la septennalité de la chambre. Ce fut encore lui qui avilit la chambre des pairs, en créant soixante-quatorze pairs d'une seule fournée, qui imposa des lois sévères à la presse, et rétablit la censure, dont elle était depuis peu délivrée. Dans ce ministère figuraient Molé, Pasquier et Laisné, que quelques libéraux citent maintenant parmi les grands défenseurs de la liberté; et leur retour au pouvoir est espéré, désiré comme avantageux au pays, par des hommes d'un libéralisme décadé.

— En politique comme en amour, dis-je, les retours sont en général difficiles. Pour un ministre qui aura été renversé par un parti, on en trouve dix qui ne l'ont point été, comme ne convenant plus au moment. Un ministre qui va avec son tems et son pays conservera sa place en dépit des factions, aussi long-tems que l'opinion publique aura quelque poids. Et même si le je le veux du monarque l'exclut du ministère, il continuera à régner sur l'opinion après avoir cessé de gouverner dans le sens de l'opinion; s'il ne revient pas au pouvoir en personne, ses principes y reviennent. C'est ce qui arriva à Canning; c'est ce qui fut arrivé au duc de Wellington s'il eût perdu sa place à propos de l'émancipation catholique. Mais pour revenir à vos doctrinaires, qui sont-ils? que veut dire ce mot?

— Mais *doctrinaire* est le nom donné par Decaze à son parti, ou du moins accepté par lui. Ce mot signifie une sorte de libéralisme de boudoir, qui vise plutôt à la prédominance d'une coterie qu'au triomphe d'un principe. C'est quelque chose comme le libéralisme des premiers frondeurs, du tems de Mazarin, ou plutôt comme celui de vos whigs aristocratiques, un libéralisme à la mode, tel qu'un homme de qualité le

puisse adopter sans déroger, sans courir le risque d'être confondu avec les radicaux, les démocrates et autres castes vulgaires. — Ah! je vois; c'est un libéralisme en robe de cour, en panier; ce n'est point « la fraîche et belle déesse, la nymphe des montagnes, aux pieds agiles. »

Mais enfin ces doctrinaires étaient-ils contre-révolutionnaires? — Ils étaient loin de nier les bienfaits de la révolution; mais ils voulaient en arrêter les progrès; ils voulaient du moins diriger par l'intrigue ce qui devait être abandonné à l'impulsion donnée par les nouvelles institutions. Au lieu de la franchise qui convient aux hommes d'état du dix-neuvième siècle, ils firent usage d'un mysticisme politique et philosophique qui pouvait convenir au libéralisme douteux du régime impérial, mais qui est maintenant tout-à-fait proscrit. Un seul dogme de ce système paraissait clair et explicite : c'était que le parti agissait indépendamment du royalisme et du libéralisme. Ils voulaient gouverner le pays en maîtres d'école, non en hommes d'état.

— Pourquoi, encore un coup, ce nom de doctrinaire a-t-il été appliqué à ce parti? Quelle est sa signification précise?

— Ce nom a été appliqué au parti en question, parce que ses adhérens, surtout ceux qui tenaient à la littérature, se faisaient remarquer par une manière de développer leurs opinions un peu pédantesque, par des efforts pour rattacher leur politique à certaines propositions métaphysiques. Leurs principaux arguments roulaient sur des points généraux et abstraits, et ils tâchaient de donner à tous leurs discours la forme d'une démonstration scolastique, où pour un ministère qui ne veut pas adopter une marche franche, la tournure d'esprit favorable aux abstractions, aux subtilités verbales, est d'une valeur inappréciable.

Au milieu de ces distinctions, de ces définitions, la simple vérité se trouve assez déguisée pour qu'on ne puisse en apercevoir les traits naturels. D'autre part, les personnes timorées qui n'osent pousser les vérités fondamentales jusqu'à leurs dernières conséquences devaient se rallier à un ministère dont les vues incertaines avaient l'apparence de la modération. Il se trouve donc que les principaux soutiens de cette secte sont kentsistes en philosophie et mystiques en religion, sont des hommes d'une imagination forte et d'un jugement faible.

— Mais quelles sont les personnes marquantes de ce parti?

— Le grand-prêtre de la secte est Royer-Collard, professeur de philosophie, mystique, métaphysicien, d'ailleurs honnête homme. Viennent ensuite Guizot, homme loyal et capable; Villemain, que vous devez connaître comme un élégant et éminent littérateur, et M. de Barante, qui a rempli aussi une place sous M. Decaze. On dit qu'on avait créé un emploi tout exprès pour le duc de Broglie, dans le vain espoir de le détacher de nos libéraux, auxquels cependant il est encore fermement uni. Parmi les chefs doctrinaires, on peut encore citer les comtes Germain et Beugnot, anciens préfets de l'empire, et M. Kératry, franc libéral, habile écrivain et honnête homme. On ne conçoit guère comment ce dernier est venu prendre place sur le fameux *canapé doctrinaire*.

— De tout ce que vous m'avez dit, je dois, ce me semble, conclure que les doctrinaires sont une secte plutôt qu'un parti, un mélange d'individus de toutes les nuances d'opinions entre le royalisme et le libéralisme purs, dont les idées politiques sont aussi fantastiques, aussi sentimentales que leurs notions religieuses?

— C'est à peu près cela, madame. A la chute de Decaze, ils furent jetés, par la violence de Villèle, à l'arrière-garde du parti libéral, auquel ils sont cependant unis plutôt qu'incorporés. Toutefois on peut apercevoir dans les colonnes du *Globe* (organe spécial du parti) que leurs sentimens sont plus francs, leurs opinions infiniment plus libérales qu'ils ne l'étaient il y a dix ans; en sorte qu'il leur reste bien peu de l'ancien doctrinaire (au moins dans ce journal), sauf le ton doctoral.

— En dépit de ce ton, répliquai-je, le *Globe* est une publication digne d'écrivains honnêtes et éclairés, mais ce vice de style, si tant est qu'il existe, si naturel d'ailleurs dans les jeunes auteurs, passera avec toutes les choses qui ne conviennent pas au siècle. On doit maintenant parler à la société comme les vaisseaux se hêlent en mer, brièvement et sans sortir du fait. Ce style marin convient seul à un siècle où le vent de l'opinion pousse le vaisseau de l'intelligence avec une rapidité sans égale. Les jours des parleurs sans fin qui s'accrochent aux boutons de l'habit sont passés; et la concision est devenue aussi nécessaire à la sagesse qu'à l'esprit. Les globistes commencent déjà à comprendre cette nécessité. Ils sont riches en loyauté, en zèle, en talent; il ont trop de mérite pour se vouer à jamais à une secte, à une manière, soit en politique, soit en littérature. Jusqu'à présent peut-être ont-ils vécu trop exclusivement entre eux; mais les exigences des affaires les mettront forcément en contact avec le monde, et ils apprendront à cette école combien l'esprit de secte est borné, incompatible avec la vérité. En dirigeant leur énergie dans le sens de l'époque à laquelle ils appartiennent, ils rempliront leur honorable et utile mission, jusqu'à ce que le tems et les événemens demandent d'autres agens.

LADY MORGAN.

POÉSIE.

LA CURÉE.

Parmi les nombreuses pièces de vers qui nous sont adressées depuis un mois sur les événemens de notre grande révolution, celle que nous publions aujourd'hui, écrite sous l'inspiration du moment, nous a paru si remarquable que nous n'avons pas craint de l'offrir à la curiosité de nos lecteurs. C'est une boutade énergique et brutale, échappée dans un moment de colère contre les gens du lendemain. Cependant nous sommes loin d'approuver le poète dans la forme et le fonds de ses idées. Nous pensons d'abord que, dans leurs positions diverses, toutes les classes de la société ont également bien mérité de la patrie, aux jours de la grande semaine. Nous croyons ensuite que, même dans le but véritable de

l'art, la satire et l'indignation ne suffisent pas pour légitimer un choix d'images et une crudité d'expression qui touchent quelquefois au cynisme. En publiant ce morceau, nous avons voulu surtout engager l'auteur, homme de talent, à ne pas vouer tant de verve à la peinture d'une liberté hideuse, comme celle de 93, et qui heureusement n'est pas celle de 1830. (Revue de Paris.)

IAMBES.

I.

Ah ! lorsqu'un lourd soleil chauffait les grandes dalles
Des ponts et de nos quais déserts,
Que les cloches hurlaient, que la grêle des balles
Sifflait et pleuvait par les airs;
Que dans Paris entier, comme la mer qui monte,
Le peuple soulevé grondait,
Et qu'au lugubre accent des vieux canons de fonte
La Marseillaise répondait;
Certe on ne voyait pas, comme au jour où nous sommes,
Tant d'uniformes à la fois.
C'était sous des haillons que battaient les cœurs d'hommes;
C'étaient alors de sales doigts
Qui chargeaient les mousquets et renvoyaient la foudre;
C'était la bouche aux vils jurons
Qui machait la cartouche, et qui, noire de poudre,
Criait aux citoyens : Mourons !

II.

Quant à tous ces beaux-fils aux tricolores flammes,
Au beau linge, au frac élégant,
Ces hommes en corset, ces visages de femmes,
Héros du boulevard de Gand,
Que faisaient-ils, tandis qu'à travers la mitraille,
Et sous le sabre détesté
La grande populace et la sainte canaille
Se ruient à l'immortalité ?
Tandis que tout Paris se jonchait de merveilles,
Ces messieurs tremblaient dans leur peau,
Pâles, suant la peur, et la main aux oreilles
Accroupis derrière un rideau.

III.

C'est que la liberté n'est pas une comtesse
Du noble faubourg Saint-Germain;
Une femme qu'un cri fait tomber en faiblesse,
Qui met du blanc et du carmin;
C'est une forte femme aux puissantes mamelles,
A la voix rauque, aux durs appas,
Qui, du brun sur la peau, du feu dans les prunelles,
Agile et marchant à grands pas,
Se plait aux cris du peuple, aux sanglantes mêlées,
Aux longs roulemens des tambours,
A l'odeur de la poudre, aux lointaines volées
Des cloches et des canons sourds;
Qui ne prend ses amours que dans la populace,
Qui ne prête son large flanc
Qu'à des gens forts comme elle, et qui veut qu'on l'embrasse
Avec des bras rouges de sang.

IV.

C'est la vierge fougueuse, enfant de la Bastille,
Qui jadis, lorsqu'elle apparut
Avec son air hardi, ses allures de fille,
Cinq ans mit tout le peuple en rut;
Qui plus tard, entonnant une marche guerrière,
Lasse de ses premiers amans,
Jeta là son bonnet, et devint vivandière
D'un capitaine de vingt ans;
C'est cette femme enfin qui, toujours belle et nue
Avec l'écharpe aux trois couleurs,
Dans nos murs mitraillés tout d'un coup revenus,
Vient de sécher nos yeux en pleurs,
De remettre en trois jours une haute couronne
Aux mains des Français aveulés,
D'écraser une armée et de broyer un trône
Avec quelques tas de pavés.

V.

Mais, ô honte ! Paris, si beau dans sa colère,
Paris, si plein de majesté
Dans ce jour de tempête où le vent populaire
Déracina la royauté
Paris, si magnifique avec ses funérailles,
Ses débris d'hommes, ses tombeaux,
Ses chemins délavés et ses pans de murailles
Troués comme de vieux drapeaux;
Paris, cette cité de lauriers toute cointe,
Dont le monde entier est jaloux,
Que les peuples émus appellent tous la sainte,
Et qu'ils ne nomment qu'à genoux,
Paris n'est maintenant qu'une sentine impure,
Un égoût sordide et boueux,
Où mille noirs courans de limon et d'ordure
Viennent traîner leurs flots honteux,
Un taudis regorgeant de faquins sans courage,
D'effrontés coureurs de salons,
Qui vont de porte en porte, et d'étage en étage,
Gueusant quelque bout de galons;
Une halle cynique aux clameurs insolentes,
Où chacun cherche à déchirer
Un misérable coin des guenilles sanglantes
Du pouvoir qui vient d'expirer.

VI.

Ainsi quand dans sa bauge aride et solitaire
Le sanglier frappé de mort
Est-là, tout palpitant, étendu sur la terre,
Et sous le soleil qui le mord,
Lorsque, blanchi de bave et la langue tirée,
Ne bougeant plus en ses liens,
Il meurt, et que la trompe a sonné la curée
A toute la meute des chiens;
Toutela meute alors, comme une vague immense,<
Bondit; alors chaque mâtin

Hurle en signe de joie, et prépare d'avance
 Ses larges crocs pour le festin ;
 Et puis vient la cohue, et les abois féroces
 Roulent de vallons en vallons ;
 Chiens courans et limiers, et dogues et molosses,
 Tout se lance, et tout crie : Allons !
 Quand le sanglier tombe et roule sur l'arène,
 Allons, allons, les chiens sont rois,
 Le cadavre est à nous, payons-nous notre peine,
 Nos coups de dents et nos abois.
 Allons, nous n'avons plus de valet qui nous fouaille
 Et qui se pend à notre cou ;
 Du sang chaud, de la chair, allons, faisons ripaille,
 Et gorgeons-nous tout notre soul.
 Et tons, comme ouvriers que l'on met à la tâche,
 Fouillent ces flancs à plein museau,
 Et de l'ongle et des dents travaillent sans relâche,
 Car chacun en veut un morceau,
 Car il faut au chenil que chacun d'eux revienne
 Avec un os demi-rongé,
 Et que, trouvant au seuil son orgueilleuse chienne
 Jalouse et le poil allongé,
 Il lui montre sa gueule encor rouge, et qui grogne,
 Son os dans les dents arrêté,
 Et lui crie, en jetant son quartier de charogne :
 « Voici ma part de royauté. »

AUGUSTE BARBIER.

MÉLANGES.

LES EXILÉS DE BRUXELLES.

La ville que j'habite est, depuis quinze ans, le rendez-vous des célébrités proscrites de tous les coins du globe. Pendant quinze ans, *grande mortalitas avi spatium*, dirait Tacite, Bruxelles a servi de refuge, de champ d'asile universel. A chaque instant dans les promenades, au spectacle, dans les églises, on coudoyait une illustration. Le parc était semé de colosses politiques, et si les grands débris se consolent entre eux, jamais cité ne fut plus féconde en consolations. Les minorités révolutionnaires d'Amérique, d'Espagne, de Portugal, de Naples, de Piémont, y avaient leurs représentans ; et la France, qui pendant trente ans fatigua l'hospitalité de toute l'Europe, n'avait eu garde de manquer à ce congrès de puissances déchues. Mais chez elle enfin (et la légende de sa monnaie n'est pas menteuse, *Dieu la protège !*) ; chez elle s'est levé ce soleil de liberté qui semble devoir éclairer tout à tour toutes les contrées de l'Europe. Nos vieux proscrits ont voulu s'y réchauffer, et les voilà qui s'envolent comme ces oiseaux voyageurs que rappelle, à l'approche de l'hiver, la tiède haleine du midi. Je me plais aujourd'hui, en voyant les affiches qui annoncent la vente de leur mobilier ou la location de leurs maisons, à me rappeler les momens que j'ai passés sous le toit de l'exilé, et l'intérêt si vif qui m'entraînait auprès d'eux, et les conversations si piquantes dans lesquelles, comme Napoléon, ils faisaient de l'histoire sans s'en douter, et mon désappointement, car on est aussi désappointé parfois, quand je ne trouvais qu'un homme là où les lectures et le prisme des panégyristes m'avaient promis un héros.

Peut-être ces souvenirs, tout personnels, réveilleront-ils ailleurs quelque sympathie, et ne manqueront-ils point d'à-propos, maintenant que la plupart des exilés vont revoir ce merveilleux Paris après lequel ils soupiraient depuis si long-temps. Je rapporterai naïvement l'impression qu'ils firent sur moi, et si la vérité n'est pas toujours un éloge, ce n'est certes pas que je veuille rouvrir d'anciennes blessures ou insulter à la vieillesse et au malheur, mais nous avons marché si vite depuis quarante ans, nous sommes si loin de 92, qu'un siècle tout entier semble nous séparer de ces hommes. Tout vivans que sont quelques-uns, tous appartiennent déjà à l'histoire ; la postérité a commencé pour eux, et l'écrivain ne leur doit plus que la vérité.

Tout les attirait et les fixait à Bruxelles : la communauté de langue, de mœurs, d'habitudes, la beauté de la ville, le paysage si varié qui l'environne, les principes hospitaliers des habitans. Les vieux débris de la Montagne et la rédaction du *Nain jaune* y trouvèrent une protection aussi décidée, une hospitalité aussi amicale que les exilés de Gand.

Quelques exilés, certains jeunes Piémontais entre autres, ne se faisaient remarquer que par l'excellence de leur tenue aristocratique et la perfection du nœud de leur cravate. Fervens adorateurs de la mode, on les voyait papillonner sans cesse autour des fraîches fleurs d'Albion dont le Parc est diapré aux jours de travail, quant les consommateurs seuls ont le privilège de la promenade, et que les producteurs restent chez eux. On dit que César, méditant ses projets révolutionnaires, se promenait nonchalamment dans les rues de Rome, la ceinture lâche et la robe parfumée. Ainsi faisait le marquis de Prié. J'aime à croire que Sylla, rencontrant le marquis dans les rues, se fût écrié aussi : « Je vois dans ce jeune fashionable plusieurs Marius. » Pour moi, dont la vue ne perce pas si loin, j'aimais mieux me rapprocher des Marius dans la contenance desquels se retrouvaient quelques vestiges de Minturne et de Carthage.

Je me rappelle un jour que se trouvaient réunis le général Zaldivar, celui-là avait servi sous les cortès d'Espagne ; Guillaume Pape, le Napolitain, qui prouva en 1824 que pour mener à terme une révolution, valeur, droiture et patriotisme ne suffisent pas, et le libérateur du Pérou, San Martin. C'était à un bal, et ces trois figures, brunes, velues, dominantes, celle de San Martin surtout, si noble, si décidée, qui rappelle Dugommier et Kléber, tranchaient violemment sur le teint beurre frais, lustré et léché des fashionables belges et anglais. San Martin et Zaldivar s'étaient vus en Espagne ; la reconnaissance fut affectueuse : puis dans une embrasure de fenêtre chacun parla de ses combats, des succès obtenus, des fautes que l'on pouvait éviter, de la nature des lieux et du caractère des hommes. La langue française était souvent rebelle, mais elle finissait par se plier à la pensée ; et alors l'étrangeté de l'expression ou la fréquence du geste qui cherchait à la sup-

pléer ajoutait je ne sais quelle grâce à ces merveilleuses narrations. San Martin nous racontait, entre autres choses, son passage des Andes lorsqu'il marchait à la délivrance du Chili. C'était un chant de l'*Araucana*. Les premiers corps de ses nègres et de ses mulâtres étaient parvenus avec lui au pied de la montagne, haletans, épuisés sous un ciel de feu ; mais à mesure qu'ils gravissaient les rocs et perçaient les vieux bois des Andes, l'atmosphère se rafraîchissait, plus piquante et plus acérée à chaque pas, jusqu'à ce qu'enfin arrivé au sommet le général voyait, au milieu des rayons d'un soleil étincelant, ses nègres tomber morts de froid, cherchant en vain à aspirer un air déjà trop rarefié pour leurs poulmons.

San Martin est, sans contredit un des hommes les plus complets, pour parler comme les habiles, que l'on puisse rencontrer : excellent militaire, esprit élevé, caractère ferme, aussi bon époux, aussi bon père qu'un bourgeois, d'un abord franc, et qui attire irrésistiblement. On ne sait comment expliquer le repos auquel il s'est condamné dans toute la vigueur de l'âge et du génie.

Que d'anecdotes curieuses, que de faits inaperçus, que d'observations neuves sur la révolution française ne recueillait-on pas auprès des vieux conventionnels, des Chazal, des Ramel, des Merlin, des Mailhe, des Berlier, des Barrère, et de tant d'autres moins connus ?

Berlier et Chazal s'occupaient beaucoup d'études historiques ; le premier en amateur un peu pâle, le second en esprit ingénieux et original, mais systématique, car l'esprit ne supplée jamais à l'érudition.

Mailhe et Merlin (car je ne puis forcer ma langue à dire, avec le beau monde d'ici, le *comte* Merlin : qui se rappelle en France que Merlin est comte ?) Mailhe donc et Merlin se re-tranchaient dans leur jurisprudence. Mailhe, consulté de tous les points de la Belgique, de la France, et du fond même de l'Allemagne, aime la science comme on aime sa maîtresse ; les années n'ont rien refroidi de cette passion ; il semble même qu'il soit avocant avant d'être homme ; et ses cliens le retrouveront à Paris tel qu'ils l'y avaient connu. Merlin est prodigieux ; à l'âge de soixante-seize ans, il conserve toute la verdeur de la jeunesse. Endurci au travail, non-seulement il a dirigé la dernière édition de son *Répertoire de jurisprudence*, et de ses *Questions de droit*, publiée en Belgique, mais il en a revu lui-même toutes les épreuves avec l'infatigable et minutieuse attention d'un correcteur de trente ans. Il y a du Voltaire dans cet œil de renard, dans cette figure sèche et anguleuse ; le dos un peu voûté, la démarche rapide et affairée.

Sieyès est vieux et maladif ; il vivait fort retiré, je l'ai peu vu.

Un beau parleur, c'était Ramel ; verbeux, redondant, orateur de loge, mais spirituel et instruit, vous poursuivant d'un feu nourri d'anecdotes ; on eût dit le facond Ulysse,

Qui mores hominum multorum vidit et urbes.

extérieur négligé, redingote gris de fer, culotte courte, bottes à la Suvarow ; habile financier d'ailleurs, calculateur exact et difficile. Il me disait un jour que de tous les ministres des finances, celui dont les budgets étaient le plus artistement fabriqués et prêtaient le moins à la critique, c'était M. de Villèle. Voici ce qu'on racontait de Ramel ; je ne garantis point l'authenticité de l'anecdote, mais c'était un bruit commun à Bruxelles il y a quelques dix ans. On prétend que Ramel était l'intendant ou le majordome de la maison de Cambacérès. Quand je dis Cambacérès, il faut vous figurer un vieillard respectable en perruque et en habit marron, allant tous les matins à Sainte-Gudule, notre cathédrale, près de laquelle il était logé, un domestique le suivait, portant un gros livre d'Heures. Là, Cambacérès s'agenouillait sur la terre nue, entendait la messe et restait plongé dans de longues méditations ; *quantum mulatus ab illo !* Un jour Ramel lui rendait compte des menus détails de la domesticité. Un tel s'était dispensé tel jour de son service ; un autre avait cassé un verre qu'on pouvait estimer à cinquante centimes, etc.... Cambacérès écoutait le rapport, et le fameux Cambon, du comité des finances de la Convention, le créateur du grand livre de la dette publique, assistait à la séance. Cambon sortit avec Ramel. Une fois dans la rue : « Ramel, mon ami, lui dit-il, tu dois être dans le besoin ; puis-je t'être utile ? ma bourse est à ton service. — Eh ! d'où te vient cette idée ? répond Ramel ; je ne suis pas riche, sans doute, mais je ne manque de rien. — Comment, l'.... ! s'écrie Cambon avec la brusquerie de son accent méridional, tu ne manques de rien, et tu te fais de gaieté de cœur le valet de ce vieux drôle ! Il n'y a qu'une seule excuse pour un tel métier, c'est de mourir de faim ; et tant pis pour toi, qui n'as pas même cette excuse-là. »

On doit le reconnaître, la plupart de ces républicains étaient admirables d'abstinence et de désintéressement. Les types, sous ce rapport, étaient ce même Cambon, Barrère, Buonarrotti, l'un des descendans de Michel-Ange, l'un des complices de Babeuf. Buonarrotti, au milieu du dix-neuvième siècle, a dans les lois agraires et l'égalité absolue la foi robuste et ignare d'un ami de C. Gracchus ; mais il était sublime quand, découvrant sa tête toute blanche, il nous chantait la *Marseillaise* avec une harmonieuse voix d'Italien, un regard d'inspiré et de grosses larmes dans ses joues.

C'était là le beau côté de ces hommes. Le sang avait pu rougir, mais jamais l'argent n'avait sali leurs mains. D'ailleurs il leur restait bien des préjugés qui feraient sourire notre philosophique génération. Les vieilles haines de 93 n'étaient pas mortes dans le cœur des uns ; quelques autres n'ont pas encore, aujourd'hui même, la pleine intelligence de leurs actes et des résultats qu'ils ont amenés. J'avais eu avec un conventionnel une petite discussion d'intérêt. Il paraît que j'avais tort, puisque nos arbitres me condamnèrent ; mais alors j'étais persuadé de mon droit, et je me plaignais vivement de ma partie à un de ses collègues, vieux puritain de la Montagne : « C'est votre faute, me dit-il, vous étiez prévenu, vous saviez qu'il était Girondin. Girondins, Dantonistes, modérés, autant de fripons, gens qu'on peut voir dans le monde, mais avec qui il ne faut jamais faire d'affaires ! »

Ces préventions de l'autre siècle nous font pitié ; mais, avouons-le, était-il donné à l'homme d'oublier à tout jamais ces haines d'anthropophages, cette guerre d'extermination, dont la

tribune était le champ de bataille ? Vous devez voir avec peine ici quelques-uns de vos anciens collègues, disais-je un jour à Chazal. — Non, me répondit-il ; j'ai tout oublié, et du fond du cœur ; mais franchement, quand je me rappelle certains momens de notre révolution, je crois, sans amour propre, qu'il y a peut-être quelque vertu à oublier. Par exemple, écoutez ceci. Plusieurs mois après le 31 mai, deux ou trois de mes collègues et moi, fatigués de ces jours sans repos, de ces nuits sans sommeil que nous passions à Paris, nous nous rendîmes au comité de salut public. Vous l'emportez, dit l'un de nous aux chefs de la Montagne ; nous le reconnaissons ; nous croyions servir utilement la patrie sur nos chaises curules ; la majorité nous prouve que nous nous sommes trompés ; mais qu'il nous soit permis du moins de marcher aux frontières, de combattre et de mourir à l'armée. — Mourir à l'armée ! répondit un membre du comité, je crois que c'était St-Just, avec un sourire de cannibale, mourir à l'armée, vous, brigands ! Non, non ; c'est avec le bourreau qu'il faut vous battre ; c'est à la guillotine qu'il faut mourir. — Certes il est des paroles plus cruelles encore que les actions, et qui, même après trente-six ans, doivent peser bien lourd sur le cœur.

Quant aux remords, aux cauchemars, aux furies orésiennes dont quelques braves gens les supposaient tourmentés, tout cela est fort poétique, sans doute, et le *régicide* de M. Ballanche peut y trouver de mystiques et sonnantes périodes ; mais pour parler prosaïquement vrai, dans mes longues études sur les votans, je n'ai pu surprendre un seul moment de repentir, un seul mot de componction. Loin de là..... D'autres auront sans doute été plus heureux. Voici, à ce sujet, une anecdote curieuse et exacte surtout dans les moindres détails.

C'était, je crois m'y voir encore, par un beau soleil de septembre 1822, sur les neuf heures du matin. Ma porte s'ouvre, et trois ou quatre jeunes anglaises entrent l'une après l'autre. Vous savez, de ces figures fraîches, fleuries, blanches et roses qui, dans une promenade, forment, de la cadette à l'aînée, une espèce d'escalier ; puis venait la maman, puis le papa, une belle tête de vieillard, droit et bien conservé. Je ne savais que penser de cette visite. On se place ; le père me remet une lettre ; je vois qu'un de mes amis de Londres me prie d'être à Bruxelles le *cicerone* du porteur, Sir Richard Phillips, imprimeur, journaliste et membre du parlement d'Angleterre. Après les premiers complimens, sir Richard me demande si je connaissais Barrère, ajoutant qu'il désirait vivement le voir et causer avec lui. J'avais vu quelquefois Barrère au spectacle où il était fort assidu, mais je n'avais jamais été chez lui. Je m'informe de son adresse, et nous nous dirigeons vers la rue de la Montagne. La maison était de modeste apparence. Arrivés au second étage, nous frappons à une petite porte et nous nous trouvons en présence du fameux rapporteur du comité de salut public. Lui-même était venu nous ouvrir.

Barrère est un vieillard de taille moyenne, maigre, le teint gris terne, l'œil vif, le sourire gracieux, d'une exquise politesse, de mœurs naturellement douces. Ce dernier point vous étonne et pourtant rien de plus vrai. La peur seule l'a fait cruel. La qualité qui le distingue par-dessus tout, c'est l'esprit. Il crée et approfondit tout ; mais il résume admirablement une masse d'idées dans une seule phrase, et cette phrase a presque toujours une physionomie à soi. Il n'embrassera pas les larges faces d'une question, mais il en saisira avec un rare bonheur les pointes et les angles. Plusieurs mots de lui ne sont que trop fameux. Dès 1789, il consignait sur le papier tous les événemens dont il était témoin. On sait que dans la belle esquisse du *Jeu de paume* de David, il est représenté prenant des notes : eh bien ! il est resté depuis lors dans la même attitude. C'est un homme-registre. Ses mémoires, s'il en publie jamais, seront infiniment précieux ; car il a eu le secret de plusieurs partis, et l'immense manuscrit de maximes qu'il a déposé chez un libraire de Bruxelles est un arsenal de pensées originales et piquantes. Dans ces dernières années, il s'est amusé à traduire de l'anglais les sonnets et poésies fugitives du Camoëns. Singulière destinée des soupirs d'amour d'un jeune et tendre troubadour du Tage, d'être traduits en anglais par lord Strangford, cet âpre et réche diplomate, et retraduits de l'anglais en français par Bertrand Barrère ! Je souscris d'avance pour une version en allemand par M. de Metternich.

La chambre de Barrère était un chaos de livres et de papiers épars ; son mobilier, un mélange indigeste de pauvretés provinciales et de brillans débris échappés au naufrage des modes du Directoire. Au fond du lit on voyait un beau tableau italien des *Amours de Leda*, chaud d'expression et de couleur ; sur la cheminée, un portrait de François Ier, déjà vieux, par le Titien ; portrait remarquable en ce que la figure du père des lettres est, sur cette toile, celle d'un brigand des Calabres, et qu'il est ressemblant.

A peine étions-nous assis qu'une dame d'une quarantaine d'années, qui paraissait familière dans la maison, entra, et vint se placer dans un coin de la chambre, qu'elle ne quitta plus. Il faut vous dire que Barrère ne comprend point l'anglais parlé, et ne le parle pas ; quo, d'autre part, sir Richard ne sait pas un mot de français. Il fut donc convenu que je servais d'interprète. « Dites à monsieur, me dit sir Richard, que je me présente devant lui avec les sentimens de vénération qui animeraient un vrai disciple de Jésus-Christ, s'il se trouvait face à face avec son maître. — Monsieur dit qu'il se présente devant vous, etc. » Barrère, étonné d'un pareil compliment, hésitait à répondre. Son enthousiasme, refroidi par quinze années d'anxiété, suivies de quinze années d'exil, ne pouvait se monter si vite au ton de son fanatique interlocuteur. Ces deux figures étrangères, ce dialogue par trucheman, ne contribuaient pas d'ailleurs à le réconcilier avec l'originalité de notre exorde *ex abrupto*. Cependant, au sérieux de la figure de l'Anglais, à l'impassibilité d'un traducteur juré, que je m'efforçais de conserver, il se remet assez pour remercier l'insulaire de la trop haute opinion qu'il avait conçue.... « Prenez garde, s'écria l'Anglais en m'interrompant, ce n'est pas à l'individu Barrère que cela s'adresse. Je le révere comme principe, comme représentant charnel d'une idée.... — Monsieur vous révere comme principe, comme représentant, etc. » Oh ! cette fois je n'avais plus besoin de traduire la réponse. Les

yeux de Barrère, passant rapidement de l'un à l'autre de nous, signifiaient, avec un gros point d'interrogation : Êtes-vous ici pour vous moquer de moi ? Bientôt pourtant un dernier regard jeté sur l'Anglais le rassura tout-à-fait. Il supposa sans doute qu'il se trouvait avec un membre du club de la *Tête de veau* ; je n'ose dire à ceux qui l'ignorent ce que c'est que le club de la *Tête de veau* ; et la conversation devint franche et animée. On discuta le point de droit dans le fait du 21 janvier, les formidables exigences de l'époque, la position de la France à l'égard des puissances étrangères, et celle des conventionnels à l'égard de la France et de leurs collègues. Enfin il fut convenu de traiter la question plus largement, et, à cet effet, de se réunir le surlendemain. On se sépara amicalement, et le lieu fixé pour l'entrevue fut le salon de David.

« Savez-vous, me dit une jeune et jolie piétiste dont le père aurait pu employer ses 200,000 livres de rentes à donner à sa fille une autre éducation, savez-vous pourquoi ce M. David, dont vous me parlez, est si laid ? — Parce que sa mandibule gauche est hors de toute proportion avec la droite. — Mais savez-vous pourquoi sa mandibule, puisque vous l'appellez ainsi, est enflée ? — On m'a dit que dans sa jeunesse il s'était blessé avec un fleuret. — Vous n'y êtes pas : vous saurez, monsieur, que M. David a condamné Louis XVI à mort. — Qui ; eh bien ? — Eh bien ! dès qu'il eut prononcé ce mot, la mort, à l'instant, et par une punition visible de Dieu, sa joue enfla. — *Prodigious !* comme disait Dominie Sampson, et ce qu'il y eut de plus touchant, c'est que ce fut à David seul que Dieu réserva cette faveur, sur les 387 membres de la Convention qui avaient voté comme lui. Qui aime bien châtie bien. »

Je confesse qu'en fait d'histoire de France, les Bruxellois, en général, ne sont pas forts. Le brasseur d'un de nos proscriptions avait remarqué chez lui une fort belle épreuve du *Serment du Jeu de Paume*, suspendue au mur du salon : « Qu'est-ce que cela ? demanda-t-il à mon ami. — Vous voyez, c'est le *Jeu de Paume*. » Là-dessus, mon homme de contempler la gravure dans un profond recueillement ; et puis se retournant avec un soupir : « Avouez, monsieur, s'écrie-t-il, que cette passion du jeu est une chose bien terrible. Regardez toutes ces figures ; n'ont-ils pas l'air d'une bande de possédés ? Ces trois-là qui s'embrassent ne paraissent pas trop mécontents de leur journée ; mais celui-ci, en montrant Mirabeau, celui-ci qui serre les poings, comme s'il allait tomber en convulsion, je parie bien qu'il a tout perdu. » (*Historique.*) Et vous le croirez sans peine ; car on n'invente pas de ces choses-là.

Pour en revenir à David, nous étions chez lui le dimanche suivant, sur les dix heures. Paganel, Lejeune et Barrère s'y trouvaient réunis. Le dernier avait sans doute prévenu ses collègues sur le caractère du personnage auquel ils allaient à faire. Nous fumes reçus fort gracieusement dans l'atelier du peintre. Nous y remarquâmes un excellent portrait de Pie VII, le *Bonaparte au mont Saint-Bernard*, divers sujets mythologiques, enfin le tableau auquel David travaillait alors, et qui n'est pas son chef-d'œuvre : *Mars désarmé par les Grâces*. Sir Richard prit la parole : « Dites à ces messieurs que, trois ans après la mort de César, aucun de ses meurtriers n'existait, et que je suis enchanté, trente ans après la mort d'un tyran, de me trouver avec quatre tueurs de roi : *But I am highly pleased, thirty years after the death of a tyrant to meet with four kingkillers.* » Ses propres mots résonnent encore dans mon oreille. Ces messieurs répondirent par une profonde inclination : l'étonnement semblait les empêcher de saisir la portée du singulier compliment qui leur était adressé. « Depuis que je suis au monde, répondit l'Anglais, je n'ai jamais rien mangé qui ait eu vie. » Et il disait vrai. Stricte pythagoricien, ce vieillard si frais et si vert ne s'était jamais nourri que de légumes. Il nous invita, dans un des premiers hôtels de Bruxelles, à un dîner où rien ne manquait en viandes et en poissons. Pour lui une montagne de végétaux s'éleva sur son assiette ; mais il ne toucha pas même à une aile de poulet. Sa famille, au reste, ne l'imitait pas. « Je n'ai, disait-il donc, jamais rien mangé qui ait eu vie ; ainsi l'on ne m'appellera pas anthropophage ou buveur de sang. Eh bien ! messieurs, soyez-en persuadés, si j'avais été à votre place, si je m'étais vu appelé à la haute mission de régénérer un peuple et cela à la face de toute l'Europe, hurlant et gesticulant des dents contre moi, j'en aurais fait autant et même plus que vous. — Croyez, monsieur, dit David, en mettant la main sur son cœur, que tout ce que nous pouvions faire nous l'avons fait ; notre conscience ne nous reproche rien, et la postérité nous rendra la justice de croire que nous avons rempli notre mandat tout entier. »

David était un véritable artiste dans toute l'étendue de l'expression : il avait le génie et aussi les passions et les ridicules de l'artiste admirable. Quand il parlait peinture, enthousiaste de la beauté, il foudroyait d'avance, d'un style énergique et original, les sophismes aujourd'hui triomphants des amateurs du laid ; tirez-le de là, il tombait dans l'absurde. Une faculté d'artiste qu'il possédait dans un haut degré, c'était d'avoir toujours présents à la mémoire les traits qu'il avait vus une fois. Le nom d'un personnage quelconque lui échappait-il, il prenait son crayon et pour peu que vous eussiez connu celui dont il voulait parler, vous le nommiez à l'instant à la vue du croquis qu'il avait jeté sur le papier. D'autre part une de ses manies d'artiste était de vouloir paraître excellent musicien. Nous nous plaisions au spectacle à l'entendre raisonner musique ; assurément vos perruquistes les plus déterminés eussent été novateurs auprès de lui. Et pourtant : « Sans-doute, disait-il quelquefois, je crois être un peintre passable, puisque tout le monde le dit ; mais si j'avais cultivé la musique, si j'avais suivi le goût dominant qui m'y portait, c'est alors qu'on eût réellement vu tout ce que je pouvais faire. »

Quant à la politique, David était encore un artiste, c'est dire assez qu'il était fort au-dessous de l'éminente position où les circonstances l'avaient lancé. Dans la conversation avec sir Richard, il ne parlait que des fêtes, des chants, des pompes de la révolution. « Ah ! monsieur, s'écriait-il avec enthousiasme, vous ne pouvez vous faire une idée des merveilleuses processions, des brillantes cérémonies qu'amenaient chaque jour ; c'était de la magie ; c'était la baguette des fées. La raison et la liberté traînés sur des chars antiques ; des

femmes superbes, monsieur, la ligne grecque dans toute sa pureté : de beaux jeunes gens en tunique, de belles jeunes filles en chlamyde, et qui jetaient des fleurs ; et puis, à travers tout cela, les hymnes de Lebrun, de Méhul, de Rouget de Lille.... » Et le voilà qui fredonnait la *Marseillaise*. Il lui était donné de pénétrer jusque-là dans les mystères de la révolution. Cependant ses collègues attaquèrent plus vivement la grande question entamée deux jours auparavant. Pour aviver la discussion, je combattis leurs avis, et tour à tour argumentant et traduisant, j'appris beaucoup dans cette matinée.

Cette conversation me poursuivit. Le soir, j'entendais encore ce bruit de voix ; je croyais aux idées de Mars ; j'avais vu César, percé de vingt-trois coups de poignard tomber aux pieds de la statue de Pompée. Et puis venaient de vagues pensées : le meurtre de César est-il un crime ou le juste prix de ses forfaits ? Ceux qui en ont pris sur eux la responsabilité, et qui furent à la fois, dans ce mémorable procès, jurés, juges et bourreaux, méritent-ils l'exécution de l'univers ou doivent-ils être bénis par tout homme qui sent battre son cœur dans sa poitrine !.....

De plus en plus je quittais les bords de la Senne et les boulevards de Bruxelles, et mes préventions bonnes ou mauvaises : je me trouvais à Rome à la première veille de nuit. Le sénat se rassemblait au temple de Mars. Les pères conscrits accouraient pleins de terreur, de trouble et de joie. *Frequentissima erat curia*. La grande cause de la liberté du monde allait se juger. Cicéron exposa les faits ; il était désintéressé dans la question. Antoine se leva ensuite, et accusa Brutus ; il avait assez d'esprit et d'éloquence pour une pareille cause. Mais quand Brutus lui répondit, on sentit que celui-là n'avait besoin ni d'éloquence ni d'esprit.

Quant aux trois discours prononcés en cette occasion, je me propose de les publier dans une vingtaine d'années, si la *Revue de Paris* existe encore, et moi aussi.

BARON,
de Bruxelles.

UNE REPRÉSENTATION THÉÂTRALE

AUX TUILERIES.

D'abord ce ne fut pas sans peine que je parvins à prendre possession de mon poste, attendu le nombre de choristes, machinistes et autres employés, dont le lieu était déjà encombré. J'avais beau crier gare ! personne ne bougeait. J'étais heurté, froissé, assourdi, par tel danseur enfilé dans une pirouette, par des ouvriers hissant des toiles, par des garçons piaillant du haut d'une échelle. J'allais fendant la presse et faisant résonner mes armes pour imposer quelque respect ; à la fin, je trouvais où m'établir ; mais, pour conserver ma place, je dus donner à mes traits une expression prodigieusement rébarbative. Trois bayadères de bas étage, qui essayaient des pas sur la scène, s'avancèrent alors de mon côté. « Monsieur, me dit l'une d'elles d'un air goguenard, pendant que les deux autres, en me regardant, riaient dans leurs mains d'un air étouffé, ce grand sabre, ce casque, ce fusil, que diable en voulez-vous faire ? Oh ! si votre ramage se rapporte à votre plumage.... — Tout beau ! m'écriai-je en l'interrompant, et une sourde envie de me hérissier me passa par l'esprit, mais c'eût été une bêtise, et ces ricaneries étaient de bonnes filles après tout. Levant donc joyeusement le sourcil et leur tendant la main, je les priai de croire qu'un cœur humain

Battait sous mon épaisse armure.

En ce moment d'autres danseuses se réunissaient à elles, je me trouvais enfilé dans un cercle diapré de jeunes et jolies femmes.

Or, l'air était embaumé d'une odeur d'huile et d'essence de rose. La foule était si grande et ses flots si agités, qu'on ne pouvait rester deux minutes à la même place. La vue de ces femmes, le contact mobile de ces corps blancs, élastiques et parfumés ; la liberté des discours ; je ne sais quel parfum de volupté ; les plaisanteries dirigées contre l'étiquette qui de l'autre côté du rideau, régnait en souveraine jusque dans la loge du roi, l'expression des regards, tout ce que je voyais, tout ce que j'entendais, tout ce que je respirais, me remplissait d'une érotique audace, si bien que je ne laissai pas de débiter aussi d'assez bonnes folies.

Cependant on entendait toujours un bruit de voix confuses de sifflets, de sonnettes, de planches criant dans d'étroites rainures ; les pompiers, les lampistes, les surveillants, les contrôleurs, riaient ou se chamaillaient avec les figurantes et les vénérables mères et habilleuses de ces demoiselles. Le plaisir de se montrer en public, attifées d'accoutrements pittoresques, paraissent avoir déterminé la vocation théâtrale de plusieurs d'entre elles (ce qu'on jugeait aux regards pleins de complaisance qu'elles jetaient sur leur costume et sur leur personne) ; d'autres en proie aux chagrins d'un amour malheureux, ou assaillies par les dégoûts qu'amène la satiété demeuraient rêveuses et pensives au milieu du tumulte et du bruit. L'une d'elles regrettait la maison paternelle, quoiqu'elle s'en ressouvint à peine. « Seulement, dit-elle, je me rappelle qu'il y avait toujours des pigeons sur notre toit. Mon père, avec sa grosse voix et ses cheveux blancs, passait sa vie à chanter et à travailler dans le jardin. Nous avions des giroflées, des pois de senteur, des cerisiers, des groseillers, des soleils, une grasse vache et je ne sais combien de poules. »

Je quittai les coulisses et m'avançai sur la scène.

Après des ouvertures pratiquées dans le rideau, chuchotaient, la bouche placée en cœur, des courtisanes à plume blanche et des officiers supérieurs, que de jeunes filles traitaient avec une excessive familiarité. M. de Mouchy était du nombre de ces galantins. On ne pouvait s'empêcher de rire en le voyant piaffer sous le plumet, comme un cheval de corbillard. Vous en étiez aussi, M. le marquis de la Maisonfort ; une danseuse érotique vous mettait au des épinés, en s'obstinant à vous parler à l'oreille, et la douce et brutale de vos répliques ne lui en imposait pas plus qu'à nous qui avons la contrariété de servir sous vos ordres.

Devant mesdemoiselles Noblet, Cinti, Tagliani, Fanny Bias, sujets d'élite, constellations en pantalons, scintillaient

des habits brodés portés par des hommes de grand air et de bonne mine. Elles tournaient de tems en tems la tête vers une espèce de bacchante en tunique rayée, qui, le corps penché et l'œil placé devant une des ouvertures dont je vous ai parlé, faisait à haute voix des remarques dont riaient aux larmes toutes les personnes qui étaient à portée de l'entendre. « Ah ! disait-elle, j'aperçois d'ici la comtesse de Gontaud : c'est bien elle, car elle sue, éternue et reluit. Paix, vous autres, on ne peut dire un mot que vous ne riez aux éclats. Ah ! revoici l'étrange baronne de l'an passé. On dirait une longue ficelle au milieu de laquelle on a fait un nœud. Voilà la duchesse de Berry qui baisse et rehausse la tête comme une pie qui boit, etc. Regardez donc le dauphin avec son rire d'épileptique.... Et madame la dauphine n'a-t-elle pas l'air bien agréable, etc. »

Beaucoup de parties de plaisir s'emmanchèrent dans cette joyeuse soirée. Le rang et la dignité dans la salle, la jeunesse et la beauté dans les coulisses, tout ce qui a de la valeur à nos yeux, soit au salon, soit au boudoir, fut exalté à outrance, quoique mal réparti.

Des paires de France, assis sur une banquette dans l'embrasement d'une fenêtre, entre deux grands candélabres, portant des aigles dorés sur leur socle triangulaire, attirèrent ensuite mon attention. L'un d'eux se vantait d'avoir joué avec succès le rôle de la Gingolette sur un théâtre de société. Il avait le visage busqué et des yeux de brebis. — Un petit vieillard, pair aussi, et de plus duc et cordon bleu, faisait des contes médiocrement plaisants sur le serpent marin qu'on avait aperçu dans l'Atlantique, à l'embouchure de la Delaware. Une nuance de confusion se répandit sur ses traits quand il se fut aperçu qu'on ne riait point. — Un autre pair, après avoir promené ses regards sur les figures allégoriques modernes qui décoraient le pourtour de la galerie, se mit à entonner les louanges de Louis XIV, de ce grand roi, de ce monarque à tous crins, sous lequel avait fleuri et le fameux Mansard et le fameux Lebrun, et tant de fameux statuaires. Il parlait tout haut ; on eût dit qu'il pensait que c'était louer Dieu que de célébrer le grand roi.

A ce soin de faire en public l'éloge d'un prince absolu, s'il joignait celui de n'émettre jamais que des sentiments *appris*, et de fonder ses succès sur des bassesses *raisonnées*, j'affirme qu'il offrirait en sa personne le type du parfait courtisan.

On parla ensuite des manies de M. le comte de V..., gentilhomme de la chambre, et du sorbet que M. de S..., actuellement gouverneur du château des Tuileries, partagea un jour avec la chienne de madame la dauphine. La même chienne servit à la chienne et au courtisan ; cette chienne est vieille, ne sent pas très bon et commença à perdre son poil ; mais où eût été la flatterie sans ces circonstances ?

Le comte de V..., est un courtisan à plumes blanches, tête et jambes sèches, voix piaillarde, démarche sautillante et disloquée. Dans les grandes occasions il se perche dans les voitures du roi. Il ne trouve ses habits mettables que quand il les a battus et brossés lui-même. A table, un plat placé de travers devant lui lui donne une indigestion. « Mon ami, dit-il un jour à un étranger qui venait de lui demander si ce n'était pas à M. de V... qu'il avait l'honneur de parler ; allez dans mon antichambre demander à mes gens comment on m'appelle, peut-être vous apprendront-ils que je suis le comte de V... allez, dis-je, et souvenez-vous que nous ne sommes plus en 93. » Là-dessus, saisissant sa porte, il la ferma avec force au nez du visiteur interdit ; après quoi, revenant sur ses pas et jetant sa main par-dessus son épaule : Attrape, dit-il, en dardant son pouce d'une manière significative, attrape, mon ami, attrape ça !

L'accident qui vient de frapper M. Huskisson, chef d'une partie de l'opposition anglaise, a fixé l'attention de l'Europe sur cet homme politique. Par une étrange coïncidence, il a péri victime de ces mêmes procédés industriels dont il était le plus ardent partisan ; il est mort broyé par les roues d'une voiture mue par la vapeur ; sur ces routes à rainures dont il avait si souvent fait l'éloge. Ajoutons qu'après de longs travaux parlementaires, il parvenait enfin au pouvoir au moment où ses amis l'ont perdu.

Peu d'hommes étaient entrés plus avant dans l'esprit de la civilisation moderne. Sa grande influence sur le parlement n'était due ni à l'éclat de l'esprit, ni à l'à-propos d'une éloquence facile. Rien de plus nu, de plus aride, mais aussi de plus puissant que ses paroles : c'était l'économie politique incarnée, la gravité d'un livre de comptes, et l'oraculaire sécheresse d'un budget. Son silence, son sourire, avaient une autorité dans la chambre des communes. Nous l'avons vu, d'un mot, arrêter le torrent de faconde prétextuelle que quelques *country-gentlemen* apportent au parlement d'Angleterre. Sa tête ronde, chauve, osseuse, sa barbe négligée, son costume peu élégant, lui donnaient une apparence de vulgarité assez repoussante. Mais cet homme, que vous eussiez pris pour tout autre chose qu'un *gentleman*, et dont la voix faible et rauque vous fatiguait, connaissait si parfaitement toute l'industrie moderne de l'Europe, toutes les ressources de son commerce ; il y avait tant de chiffres exacts, et de faits, et de détails, et de calculs spéciaux, et de lucidité arithmétique dans cette tête, qu'on pouvait la regarder comme une vivante encyclopédie commerciale et politique. Sans intrigue et dénué de grâce, il avait conquis son rang et son pouvoir en dépit d'un extérieur si peu séduisant. Il serait difficile de citer un plus frappant exemple de la place et de l'autorité réservées infailliblement aux talents spéciaux sous un gouvernement constitutionnel.

On écrit de Constantinople, 10 septembre :

Depuis la révolution de France la Morée est menacée de retomber dans l'anarchie. Un parti s'organise qui veut proclamer la république et chasser M. Capo d'Istria, peu favorable à ce genre de gouvernement. Les deux factions qui divisent le pays sont fort animées l'une contre l'autre, et déjà, dit-on, elles en sont venues aux mains. Il est tems que les grandes puissances s'occupent des Grecs pour qu'ils ne redevennent pas la proie des Turcs ou des partis.

La nomination de M. de Talleyrand à l'ambassade de Londres a fait jaser tous nos journaux politiques. Chacun de se questionner, de s'indigner ou de se moquer, suivant sa nuance, à la vue de cette résurrection d'un cadavre ecclésiastique et républicain, impérial et royal, essayant de se redresser sous la pile galvanique d'une nouvelle révolution.

A quoi tient cette surprise, ce mécontentement excité partout et chez nous-mêmes par un nom pourtant célèbre? car enfin c'est un problème que cette impopularité de l'homme le plus spirituel dans notre France, le pays de l'esprit. Nous sommes ingrats en vérité. Depuis dix ans, l'opposition vivait des bons mots de M. de Talleyrand contre le régime du bon plaisir et de la sottise. Il était presque journaliste, tant les journaux répétaient cette phrase: M. de Talleyrand disait encore l'autre jour que... Enfin c'était le poinçon de toutes les satires et de toutes les maximes.

Voici comment un des abbés, avec M. de Talleyrand, les moins ecclésiastiques de notre temps, expliquait la haine qui se réveille contre ce personnage dès qu'il rebondit. « Maurice a servi tous les gouvernements; il n'y a pas de mal à cela: la France les a bien subis; il les a abandonnés: c'est encore mieux, car puisque nous sommes au sept ou huitième depuis quarante ans, je ne veux pas de meilleures preuves qu'ils étaient mauvais, et qu'il y avait devoir à s'en séparer. Mais Maurice a un mauvais côté, c'est de ne penser qu'à lui, c'est d'être mal pour les hommes quand il sort des choses, c'est de trahir et de se sauver tout seul. Echappé aux naufrages d'un parti, jamais il n'a tendu la planche à personne. Ce diable-là manœuvre à merveille; mais il n'a jamais le moindre petit canot au service de ses amis. »

— On assure que ces derniers jours, on a pensé à Lulworth à faire de vives instances auprès de M. de Châteaubriand, pour qu'il consentît à se charger de l'éducation du duc de Bordeaux. Il s'agirait, ajoute-t-on, de s'exiler pour de longues années avec son élève à Edimbourg, et d'en faire un savant plutôt qu'un roi. Des démarches indirectes ont déjà été tentées près du noble vicomte, et M. de Châteaubriand n'a cru devoir donner aucune réponse à des démarches indirectes. Nous ne nous permettrons aucune réflexion sur toutes les pensées qu'un pareil projet a pu susciter dans cette âme pleine de noblesse et de grandeur. Mais disons ici que M. de Châteaubriand n'a plus de garanties à nous donner; c'est une gloire qui restera pure, et dont la France aura toujours à s'enorgueillir.

(Revue de Paris.)

LE VOILE DE LA COMMUNIANTE.

Elle pleurait;... sa tête de jeune fille était penchée vers la terre et elle pleurait. C'était devant une église, sur le soir, et personne ne passait qui eût dit à la pauvre enfant: Pourquoi pleurez-vous?

Étaient-ce chagrins d'amour qui attristaient cette jeune âme? Non. Marie n'avait que quatorze ans. Si son cœur avait battu quelquefois, c'était dans cette église, aux jours de grandes fêtes, quand les cloches sonnaient, quand les chants de la prière s'élevaient vers Dieu, et que son âme montait avec les chants. Si ses bras avaient entouré, si ses lèvres avaient pressé un être vivant, c'était la pauvre femme qui l'avait recueillie orpheline, et qui souvent jeûnait pour donner du pain à l'enfant qui n'avait pas de mère. Celui qui, saisissant la main de Marie, l'eût posée sur sa poitrine agitée et se fût écrié: Ceci est pour toi! l'eût étrangement étonnée... Marie ne savait rien de l'amour.

Depuis qu'elle s'était assise là, sur la pierre, un homme se promenait à quelques pas, caché par des arbres. Il s'était arrêté plusieurs fois, avait regardé l'enfant, puis continué sa marche, puis enfin il se décida à s'en approcher.

« Qu'avez-vous donc, Marie? » lui dit l'homme, sur qui elle jeta les yeux et qu'elle reconnut aussitôt. C'était un homme du village qu'on disait riche... et comme l'éloge était immense, on s'arrêtait là.

Elle se leva, essuya ses yeux bleus avec son tablier, puis conta son chagrin...

Le lendemain était le jour de Pâques, et Marie faisait sa première communion, et elle n'avait pas de voile, et c'est ce qui la faisait pleurer!

Concevez-vous maintenant tout ce qu'il y avait de douleur dans cette pauvre enfant qui pleurait? Elle n'avait pas de voile!... Qui le lui aurait donné?... Ses compagnes en auraient toutes de si beaux: elles n'étaient pas orphelines... Mais elle, comme elle allait se trouver chétive et misérable!... et cela fait tant de mal d'être humiliée!... Aussi elle pleurait.

« Consolez-vous, lui dit l'homme, vous aurez un beau voile... Venez. »

Et ils s'éloignèrent.

Le lendemain, par une belle matinée de printemps, il fallait les voir toutes, vêtues de blanc, défiler silencieusement et deux à deux dans les rues du village. Marie ne pleurait plus... son voile était si beau! Elles se dirigeaient vers l'église, où le prêtre les attendait pour les écouter une dernière fois et leur donner l'absolution.

Tout ceci fut un mystère. Mais quand les jeunes filles sortirent du temple, Marie n'était plus parmi elles, et leurs visages pâles, leurs regards effarés annonçaient que quelque chose d'extraordinaire s'était passé. Bientôt on sut que l'absolution avait été refusée à Marie, et qu'elle était exclue de la communion. Qu'avait-elle dit au prêtre?...

Cependant la foule demeurait devant l'église, et on s'inquiétait sourdement sur le sort de la pauvre fille, lorsqu'on la vit paraître échevelée et poussant des cris aigus. Elle traversa la foule en courant et partit comme un trait en déchirant avec rage son voile, dont les lambeaux étaient semés sur le chemin et marquaient son passage. On se précipita sur ses pas, et on la vit tomber sur le seuil de sa mère adoptive. Transportée sur son grabat, elle fut saisie d'une fièvre ardente, et dans le délire, elle s'arrachait les cheveux en criant: Otez ce voile! ôtez le voile de l'homme maudit!...

Quelques jours après, plus de fièvre, plus d'yeux brillants, plus de joues empourprées... mais un teint livide, des yeux ternes, la langueur des derniers moments... Elle se mourait. Ses regards de jeune fille étaient élevés vers le ciel, et elle se mourait.

PHILIPPE D., auteur de la *Semaine des Amours*.

ANNONCES.

Le soussigné, tant pour lui que pour les personnes dont il est le fidèle-commissaire ou l'agent, a plus de 200,000 acres de terre dans les comtés de Jefferson et Lewis, dans l'état de New-York, à vendre à des colons. Ces comtés sont ainsi décrits sur les cartes publiées par l'Arpentier-Général de l'Etat. « Jefferson. La surface de ce comté est ou tout à fait unie ou variée d'une manière agréable par les mouvements de terrain. Le sol est généralement riche et d'une qualité supérieure, et donne des récoltes abondantes de tous les produits du climat. La pousse des arbres est très forte et offre une grande variété: érables, hêtres, bouleaux, chênes, noyers, tilleuls, frênes, ormeaux et de gros pins. Il y a sur les ruisseaux et rivières du comté beaucoup de chutes et aucun comté de l'Etat n'offre plus de pouvoirs hydrauliques. Lewis. La vallée de la rivière Black traverse ce comté dans une direction N. O. Les plaines alluviales le long de cette rivière sont considérables et très fertiles. Dans les terres hautes le sol est profond, chaud et productif. Entre la vallée et les limites occidentales d'un comté est un plateau élevé, quelquefois rude et montagneux, mais généralement offrant une grande proportion de bonnes terres. La plus grande partie du pays au nord et à l'est de cette vallée est sauvage et non peuplée, couverte de forêts d'érables, hêtres, tilleuls, ormeaux, noyers, bouleaux, chênes et sapins. » 50,000 acres de ces terres ont été récemment mises en vente à 1 1/2 dollar l'acre et le reste se vend de 2 à 6 dollars l'acre. Il y a aussi plusieurs fermes à vendre dont le prix est de 6 à 10 dollars l'acre. Les deux comtés contiennent environ 65,000 habitants. Les parties offertes par le soussigné ne sont point inférieures aux autres et présentent, dans une étendue de 60 milles sur 50, une variété de situations et de sols qui ne peut manquer de satisfaire tous les goûts. Le soussigné juge toutefois convenable de déclarer comme il l'a constamment fait toutes les fois que l'occasion s'en est présentée, qu'il n'invite point les Européens à venir sur ces terres à moins qu'ils n'aient devant eux les moyens de subsistance pour une année et pour payer partie du prix d'achat d'un morceau de terre. Plusieurs Européens qui possédaient ces ressources sont établis sur ces terres avec succès et ont invité leurs amis à les venir rejoindre; et le soussigné ne voudrait pas dire que le pays ne soit pas capable de les supporter ou même de les enrichir sans qu'ils aient ces moyens: mais il a toujours voulu éviter même la chance la plus éloignée de voir les émigrants déçus dans leurs espérances.

V. LE RAY DE CHAUMONT.

Le Raysville, Jefferson County, novembre 1830. 76—

AVIS. — M. JOSEPH COLLET, No. 133 Greenwich-street, a constamment à vendre aux prix les plus modérés en gros et en détail, un assortiment complet de vins de France, d'Espagne, liqueurs de toutes sortes, vieux xéres, (sherry) vins d'Oporto et Madère, eaux-de-vie 4me preuve, genièvre et rhum en bouteilles, dames-jeanne ou futs en entrepôt; Chateau-Margaux, Lafite, St. Julien, Médoc, Hermitage, Côte-rôtie, haut Barsac, Sauterne, Grave, Malaga, muscat frontignan, Champagne en bouteilles et en paniers, etc.

Jos. Collet s'engage envers le public et ses amis à fournir ces articles dans leur état naturel, tels qu'ils ont été importés, et à plus bas prix qu'on ne pourrait se les procurer ailleurs.

Les frais de transport seront à sa charge. Il prépare pour les voyageurs des provisions, et des fruits dont il garantit la conservation à la mer. Bœuf, veau, cuisses d'oie, volailles, canards, confits, etc. tomates, champignons, coings, tablettes de bouillon, etc.

Joseph Collet peut également disposer de quelques appartements bien meublés, et recevoir en pension chez lui à des prix modérés un petit nombre de personnes respectables.

AVIS.

Le docteur V. GUILLOU, ayant définitivement fixé sa résidence à New-York, a l'honneur de prévenir le public, qu'on pourra le consulter tous les jours à son domicile No. 52 Hudson-st. L'expérience qu'il a acquise par un long séjour sur la côte du Mexique, et dans les Indes occidentales et l'étude particulière à laquelle il s'est livré des maladies ordinaires dans ces climats, le mettent à même de donner des conseils salutaires aux personnes qui auraient l'intention de les habiter.

Les français et les espagnols ignorant la langue anglaise, pourront consulter le Docteur Guillou dans leur propre langue. Il se réfère:

à New-York, aux docteurs	Alex. H. Stevens,	
	J. W. Francis,	
	J. J. Graves,	
à Philadelphie	R. Laroche	
	Thos. Harris	
	Samuel Baker	Professeurs
à Baltimore	R. W. Hall	de l'université
	V. Potter, etc.	de Maryland.

Le docteur Guillou recevra volontiers dans son étude, deux élèves en médecine, ou un plus grand nombre, qui indépendamment des moyens qu'ils trouveront chez lui de se perfectionner dans leur profession, auront la faculté d'y acquérir sans frais la connaissance des langues française et espagnole.

SYLVESTER, 130 et 311 Broadway,

Prend la liberté de rappeler aux personnes qui lui donnent leurs ordres, que, chaque JEUDI, on fait un tirage de la Loterie de New York et qu'il a reçu de l'Etat une licence pour vendre des billets, ou parts de billet.

Novembre 24, extra class, \$20,000, 10,000, prix du billet \$5.
 Décembre 1, do. quatre de \$10,000, 5.
 » 8, do. \$20,000, 10,000, 5.

PAQUEBOTS DU HAVRE.

Lignes.	Navires.	Capitaines.	Départ de N.-Y.
1	Charlemagne.	Robinson.	1 ^{er} fév. 1 ^{er} juin 1 ^{er} oct.
3	Havre.	Keene.	10 » 10 » 10 »
2	Chs. Carrol.	Clark.	20 » 20 » 20 »
1	Ed. Quesnell.	Hawkins.	1 ^{er} mars 1 ^{er} juil. 1 ^{er} nov.
3	Henri IV.	J. B. Pell.	10 » 10 » 10 »
2	France.	E. Funk.	20 » 20 » 20 »
1	Sully.	Macy.	1 ^{er} avril. 1 ^{er} août 1 ^{er} déc.
3	François Ir.	Skiddy.	10 » 10 » 10 »
2	Eric.	J. Funk.	20 » 20 » 20 »
1	Formosa.	Orne.	1 ^{er} mai. 1 ^{er} sept. 1 ^{er} jan.
3	De Rham.	Depeyster.	10 » 10 » 10 »
2	Ed. Bonaffé.	Hathaway.	20 » 20 » 20 »

Première ligne, consignataire au Havre, E. Quesnel l'aîné.

Deuxième ligne, Bonaffé, Boisgérard et Cie.; agents à New-York, Crassous & Boyd.

Troisième ligne, consignataires au Havre, La Rue & Palmer; propriétaires à New-York, C. Bolton, Fox & Livingston; courtiers, Crassous & Boyd.

Tous ces navires sont de première classe, et commandés par des capitaines expérimentés. Leurs emménagements sont élégants et aussi commodes qu'on le peut désirer. Le prix d'une traversée dans la chambre est fixé à \$140, pour lequel on fournit lits complets, vins et abondantes provisions.

Avis important aux amateurs de la Danse de société et de la Walse, et principalement à ceux qui tiennent à profiter d'une bonne méthode d'enseignement:

ÉCOLE DE DANSE ET DE WALSE.

M. et M^{me} ACHILLE ont l'honneur de faire savoir que leur Ecole de Danse rouvrira le 2 octobre.

Prix par quartier \$12, et \$5 d'entrée pour les commençants. Ils pourront donner chez eux ou en ville, des leçons particulières. S'adresser, pour le prix et conditions, à leur demeure, Walker street, No. 84.

AVIS. — T. CHAGOT a l'honneur de prévenir MM. les Français et le public en général qu'on peut se procurer chez lui les ornements qui ont été adoptés par le comité d'assemblée, pour la grande célébration du 25 de ce mois. Son assortiment de Cocardes, de fleurs, et d'emblèmes TRICOLORES est très considérable et très varié. No. 299 1/2 Broadway, au premier.

Mr. G. F. WEISSE, de Paris, qui a professé dans plusieurs pensions de cette ville et notamment au *High School*, vient d'ouvrir une classe du soir pour l'enseignement de la langue française, au No. 3 Courtlandt street.

Mr. G. F. W. donne aussi des leçons particulières. Heures des classes, de 6 à 7 et de 7 à 8. Les personnes qui désireraient prendre des leçons pourront trouver Mr. W. au No. 3 Courtlandt street, tous les jours, depuis 1 heure jusqu'à 3.

J. B. LAFOY, No. 27 Ann-street.

De retour à New-York, où il est connu depuis vingt ans pour faire le Perruquiers et Toupets.

Deux Poêles de fayence à vendre; un petit tout monté et un grand démonté.

CLASSIQUES FRANÇAIS.

Le soussigné vient de recevoir et offre à des prix au-dessous de ceux d'Europe, les ouvrages suivants.

Ouvrages de Voltaire, 75 vols 8o, brochés, \$40; les mêmes reliés, \$75—Rousseau, 26 vols 8o, reliés, \$26—Racine, 6 vols 8o, brochés, \$6; les mêmes reliés, \$9—Molière, 6 vols 8o, reliés, \$9—Bossuet, 21 vols 8o, reliés, \$30—Cours de littérature de Laharpe, 18 vols 8o, reliés, \$24—Le Sage, Gil Blas, 3 vols 8o, reliés, \$5; le même broché, \$3 50—Vies des hommes célèbres de Plutarque, traduit par D. Ricard, 16 vols 18o, brochés, \$5.

Tous les ouvrages ci-dessus, le Plutarque excepté, sont d'une édition uniforme, imprimés avec des caractères neufs sur de très beau papier.

Foreign and Classical Bookstore,

CHARLES DE BEHR, Director,

108 Broadway, New-York,

32 South-sixth-street, Philadelphie.

FONDERIE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE.

WM. HAGAR et Cie. ont transporté leur fonderie du No. 20 aux Nos. 29 et 31 Gold-street. Ils ont un assortiment complet de caractères qu'ils offrent aux prix suivants.

Six lignes au-dessus de Pica, au même prix que partout ailleurs.	
Pica.....	36 cents.
Small Pica.....	38 cents.
Long-Primer.....	40
Brevier.....	56
Bourgeois.....	46
Minion.....	70
Nonpareil.....	90
Pearl.....	\$1 40
Diamond.....	\$2.

A six mois de crédit, ou à 7 1/2 pour cent d'escompte. Ils prennent de vieux caractères en paiement, à raison de 9 cents la livre.

WM. Hagar et Cie. appellent l'attention des Imprimeurs à leur nouveau métal qu'ils garantissent supérieur à tout autre employé dans ce pays, et qui est de 10 à 12 p. c. plus léger que l'ancien. Ils ont de nouveaux moules depuis le Pica jusqu'au Diamond, et sont agents de M. Samuel Rust, inventeur de la presse dite *Washington Press*, qu'ils vendront à un prix modéré.

BUREAU D'AGENCE, à NEW-YORK,

Broad-street, No. 8.

On s'y charge d'acheter et de vendre à commission, d'effectuer les assurances, d'opérer la rentrée de fonds et d'en faire la remise; de faire les entrées de Douane, pour chargemens et déchargemens de marchandise, bagage, etc.; de traduire toute espèce de documents et de servir d'interprète; de procurer des professeurs de langues, d'arts et de sciences; de fournir les renseignements nécessaires pour se faire naturaliser citoyen des États-Unis; et enfin d'exécuter tout ce qui pourra être utile aux personnes qui auront recours, ou qui enverront leurs ordres à M. EUGENE BERGONZIO, directeur de cet établissement, qui donnera les garanties nécessaires de son exactitude et loyauté.

Il y a dans le même Bureau, constamment à vendre, différentes quantités de Cigares de la Havane, en lots ou en boîtes de 250.

AUX AMATEURS DU BON GOUT.

A. C. SMETS et Cie., Broadway, No. 258, s'exerçant toujours à réunir chez eux toutes les Graces, tellement favorisées par les Dames, ont le plaisir d'annoncer qu'ils viennent de recevoir des envois de leurs agents en Europe, qui surpassent, par l'élégance et la grâce des articles, tout ce que l'on a vu jusqu'à présent; les Dames sont invitées de venir partager l'admiration que ces nouveautés inspirent. Les brillantes robes de bal sont d'un goût rare; les dessins exquis des riches voiles de blonde et de dentelle sont surprenants. Les broderies, les boas, les bonnets, les écharpes, les pèlerines, les cravattes et les canezous sont les produits des plus célèbres fabriques. Enfin dans leur joli magasin se trouve tout ce qui peut plaire à ce goût délicat qu'offrent à nos yeux les toilettes charmantes des Dames de l'Amérique.

DENTS INCORRUPTIBLES.

MM. PLANTOU père et fils, Chirurgiens Dentistes de Paris, premiers fabricants des dents incorruptibles, qui leur ont mérité depuis près de dix ans un certificat de la Société Médicale de Philadelphie, attestant la supériorité de cette espèce de dents artificielles sur toutes celles faites de matières sujettes à corruption, offrent aux habitants des États-Unis leurs services pour toutes les opérations de leur art. Ils placent de ces dents, qui ne changent jamais de couleur et ne contractent jamais de mauvaise odeur, depuis une seule jusqu'à des rateliers entiers, lorsqu'il ne reste plus une dent dans la bouche. Ils ont obtenu une patente pour la perfection qu'ils ont acquise dans la fabrication, la solidité et la durée de ces dents.

Leur résidence est à Philadelphie, quatrième rue Sud, No. 110.

61—tf

Une jeune personne française de 15 à 20 ans, sachant coudre, trouvera à se placer comme bonne en seconde, pourvu qu'elle puisse produire de bons renseignements. S'adresser au bureau du *Courrier des États-Unis*.

74—4f

Très beau Papier de Poste français à vendre chez

A. THOISNIER DESPLACES, 32 Exchange-place.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le *Courrier des États-Unis* paraît tous les samedis et mercredis. — Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsistent jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agents, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit: à New-York, au bureau du *Courrier des États-Unis*, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du *Courrier des États-Unis*, ou à M. Wm. A. WISHART, Caissier du Journal.

PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.

\$15, sans le Journal.

\$1 pour chaque insertion n'excédant pas un carré d'impression pour la première fois et 50 cents pour chacune des fois suivantes.